



Réduire les tensions électorales en République centrafricaine

Rapport Afrique N°296 | 10 décembre 2020

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Contexte sécuritaire.....	3
A. L'accord de paix de 2019.....	3
B. Evolution de la situation sécuritaire depuis l'accord de paix.....	4
III. Les lignes de fracture politiques à l'approche des élections	10
A. « Tout sauf Touadéra » : le cri de ralliement de l'opposition	10
B. Tensions autour de l'Autorité nationale des élections	12
C. Durcissement du pouvoir	13
D. Enjeux du retour des anciens chefs d'Etat.....	14
IV. Risques de perturbations électorales	17
A. Obstacles techniques à l'organisation des élections	17
B. Impact des groupes armés	20
V. Les acteurs internationaux et régionaux :	
l'ombre de la rivalité entre la France et la Russie.	23
A. Une médiation africaine : avantages et obstacles.....	23
B. Divergences entre la France et la Russie	25
VI. Des élections crédibles pour réduire le risque de violence	28
A. Réduire les risques de violence pré-électorale	28
1. Les urgences sécuritaires	28
2. Réduire les tensions politiques	30
B. Après les élections, éviter une contestation violente.....	31
VII. Conclusion	32
ANNEXES	
A. Carte de la République centrafricaine.....	33
B. Acronymes	34
C. Évolution géographique des affrontements entre groupes armés/milices.....	35
D. Affrontements entre groupes armés et forces de sécurité/armées centrafricaines, seules ou soutenues par la Minusca	36
E. Épisodes de violences contre les civils par groupes armés/milices	37
F. A propos de l'International Crisis Group	38
G. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017.....	39
H. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	42

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Vingt-deux mois après l'accord de paix conclu entre le gouvernement et quatorze groupes armés, les élections prévues fin décembre 2020 se préparent dans un contexte d'instabilité sécuritaire, de tensions politiques et de lenteurs administratives.

En quoi est-ce significatif ? L'avenir de l'accord de paix et la stabilité de la République centrafricaine dépendent en partie des élections. En cas de résultats fortement contestés, elles sont susceptibles d'entraîner une crise politique et institutionnelle que les groupes armés pourraient exploiter pour fragiliser davantage l'Etat.

Comment agir ? Le gouvernement et l'opposition devraient dialoguer pour apaiser les tensions avant les élections. Les partenaires internationaux devraient mettre de côté leurs divergences pour soutenir un vote crédible. Les acteurs régionaux devraient inciter les groupes armés à s'abstenir de violence durant la période électorale.

Synthèse

Les élections présidentielles et législatives en République centrafricaine mettent à l'épreuve la stabilité du pays ainsi que la capacité de compromis des acteurs nationaux et internationaux. Si elles ne changeront pas le rapport de force favorable aux groupes armés qui sévissent dans le pays, ces élections pourraient toutefois contribuer à renforcer les institutions publiques et l'Etat sur le long terme. La situation demeure malgré tout complexe : malgré l'accord politique de février 2019 entre le gouvernement et quatorze groupes rebelles, l'insécurité persiste dans plusieurs parties du territoire et les tensions entre le pouvoir et l'opposition sont vives. Ces deux forces devraient dialoguer pour réduire les tensions avant les élections. Les pays de la région, où les groupes armés centrafricains circulent, devraient les inciter à s'abstenir de violence durant la phase électorale. Enfin, la France et la Russie devraient surmonter leurs rivalités et adopter une ligne commune en cas de crise postélectorale.

Les activités criminelles de certains groupes armés et les violences perpétrées par d'autres ont perturbé la préparation des élections. La majorité des groupes armés ne semblent pas chercher à perturber intentionnellement le scrutin, mais leurs luttes intestines et leurs activités criminelles ont entravé et retardé les opérations de l'Autorité nationale des élections (ANE), y compris l'enregistrement des électeurs. Deux groupes armés ont, quant à eux, expressément ciblé les opérations de l'ANE dans le sud-est et l'ouest du pays – enlèvement d'agents recenseurs et blocages d'accès à certaines zones, ce qui a affecté le taux d'inscription dans ces régions.

Ce climat d'insécurité s'accompagne de tensions politiques et d'une méfiance de l'opposition envers l'ANE. En effet, les partis d'opposition accusent l'ANE d'être à la solde du pouvoir, bien qu'une loi ait été votée en juillet 2020 afin de lui accorder, en principe, davantage d'indépendance. Conformément à cette loi, onze nouveaux membres dirigeants de l'ANE, dits commissaires électoraux, ont remplacé, en octobre, les commissaires précédents considérés par l'opposition comme favorables au président sortant. Cependant, l'opposition doute également de l'indépendance des nouveaux commissaires, car ils ont été majoritairement choisis par les pouvoirs publics et le parti au pouvoir. Autre difficulté, l'ANE n'a toujours pas élu un nouveau bureau, alors que le mandat du bureau actuel arrive à échéance quatre jours avant les élections.

La modification du code électoral adoptée par le gouvernement après des retards dans l'exécution du calendrier électoral est également source de tension. Le gouvernement a décidé de proroger le délai d'enregistrement des électeurs et de publication des listes électorales d'un mois, jusqu'au 27 octobre, tout en conservant la date fixée pour les élections. Les partis d'opposition, qui souhaitaient que les élections soient reportées à 2021, dénoncent la mauvaise préparation des élections ainsi que de supposées fraudes en faveur du gouvernement perpétrées lors des opérations d'enregistrement menées par l'ANE. Selon eux, un report aurait permis de mieux organiser le scrutin, mais aussi de disposer d'un gouvernement d'union nationale qui se serait doté d'une nouvelle équipe, impartiale celle-ci, de l'ANE.

Cette modification du code électoral pourrait contenir les germes de conflits postélectorales. La décision arrachée par le gouvernement comporte le risque que l'opposition conteste les résultats. Elle pourrait en effet prendre pour arguments

l'insécurité prégnante, le faible taux d'électeurs inscrits (1,85 million sur une population de 5 millions) et l'absence de vote des réfugiés, qui représentent un huitième des Centrafricains, pour s'opposer à des résultats qui lui seraient défavorables. Cela susciterait une crise postélectorale que les groupes armés pourraient exploiter pour fragiliser davantage l'Etat.

Les acteurs internationaux et africains ont un rôle important à jouer pour préserver la stabilité relative du pays. Ils ont jusqu'à maintenant poussé pour que les élections se déroulent de façon crédible et dans les délais constitutionnels. Malgré leurs moyens limités, l'Union africaine et les pays et organisations de la sous-région ont organisé des médiations entre groupes armés, mais aussi entre groupes armés et gouvernement, afin de réduire les violences avant les élections et de surveiller le processus électoral. Des rivalités entre tous ces acteurs pourraient toutefois compromettre la cohérence d'une réponse sous-régionale et internationale en cas de troubles électoraux. La rivalité latente entre la France et la Russie en particulier pourrait fragiliser une réponse internationale d'institutions multilatérales telles que les Nations unies en cas de crise aiguë.

Malgré un contexte difficile, la préparation des élections semble convenable, et l'espoir d'un scrutin plus ou moins paisible reste permis. Mais si les résultats sont remis en cause, la période postélectorale pourrait devenir périlleuse. Pour réduire ces risques, le gouvernement centrafricain et ses partenaires internationaux devraient prendre les mesures suivantes :

- ❑ Des pays voisins comme le Tchad, le Soudan et le Congo-Brazzaville devraient user de leur influence sur certains groupes armés qui utilisent parfois leurs territoires comme base arrière, notamment dans le nord-est et le sud-est, afin qu'ils ne perturbent pas le processus électoral. Les Nations unies, les partenaires internationaux et le gouvernement devraient quant à eux continuer de dialoguer avec les groupes armés qui respectent plus ou moins l'accord et se montrer fermes à l'égard des groupes responsables de graves violences et d'interférences avec le processus électoral, en les soumettant à une pression militaire lorsque c'est possible ou en révoquant leur présence au sein du gouvernement, conformément à l'article 35 de l'accord ;
- ❑ Le gouvernement devrait engager un dialogue avec les partis d'opposition afin d'arrêter une date pour que les commissaires de l'ANE élisent le plus tôt possible leur nouveau bureau ;
- ❑ Tous les partenaires bilatéraux impliqués dans le dossier centrafricain, notamment la France et la Russie, devraient s'accorder avant le scrutin, y compris au niveau de leur capitale, pour réduire leurs dissensions et faire passer des messages forts au gouvernement et à l'opposition sur la nécessité de respecter les décisions de la Cour constitutionnelle et de ne pas inciter à la violence en cas de défaite électorale ;
- ❑ Si les résultats des élections sont contestés, il est probable que des acteurs internationaux soient appelés à jouer les médiateurs ; les Africains en première ligne, certainement, mais avec un soutien des Nations unies et de l'Union européenne, comme lors de l'accord de paix de 2019. Dans ce cas, il sera essentiel que les acteurs internationaux parlent autant que possible d'une seule voix. Ils devraient éviter

de présenter leurs félicitations à l'un des candidats avant que toutes les données des élections ne soient rassemblées et les contentieux juridiques vidés par la Cour constitutionnelle.

Les élections prévues à la fin de cette année sont un moment crucial pour la République centrafricaine. S'il est vrai qu'elles ne peuvent résoudre en elles-mêmes les multiples problèmes du pays, un résultat contesté pourrait empirer la situation. Tous les acteurs nationaux et internationaux devraient travailler pour éviter une crise ou des violences électorales qui mettraient en péril la relative stabilité actuelle.

Nairobi/Bruxelles, 10 décembre 2020

Réduire les tensions électorales en République centrafricaine

I. Introduction

Les élections présidentielles et législatives de décembre seront déterminantes pour l'avenir de la République centrafricaine (RCA). Ce scrutin survient dans un contexte politique tendu et un environnement sécuritaire volatile, marqué par des affrontements entre groupes armés et des attaques visant les civils, l'armée nationale et les Casques bleus des Nations unies. Ces groupes armés, dont certains ont participé au renversement violent de l'ancien président François Bozizé en 2013 et d'autres ont vu le jour pendant la guerre civile qui a suivi, contrôlent des pans de territoires et surtout gangrènent l'économie rurale du pays.¹ Ces élections constituent un moment charnière : si elles sont émaillées de fraudes et de violences, elles pourraient entraîner une crise politique et un nouveau cycle de violences ; à l'inverse, des élections crédibles et bien organisées pourraient contribuer à stabiliser le pays.

L'accord de paix conclu en février 2019 entre le gouvernement et quatorze groupes armés peine à avoir des effets durables. Cet accord constitue une feuille de route politique et sécuritaire, mais ses effets initiaux se dissipent, notamment s'agissant de la baisse de l'insécurité. S'il a permis un redéploiement partiel des forces armées nationales et des autorités civiles ainsi que la mise en place de mécanismes locaux et nationaux de concertation avec les groupes armés, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des groupes armés prennent du retard. Le nombre d'incidents sécuritaires reste également élevé. En 2020, les affrontements entre groupes armés et les attaques de ces groupes contre les forces de sécurité ont même augmenté par rapport à l'année précédente.²

De surcroît, les tensions entre le pouvoir et l'opposition politique créent un climat délétère à la veille des élections. Les partis d'opposition se mobilisent pour bloquer la réélection du président sortant Faustin-Archange Touadéra, qu'ils accusent de collusion avec les groupes armés et soupçonnent de garder la mainmise sur l'Autorité nationale des élections (ANE).

¹ Certains de ces groupes armés ont fait partie de la coalition Séléka qui a renversé le président Bozizé en 2013. D'autres font partie de la nébuleuse anti-balaka, milices d'autodéfense formées à partir de 2013 en réaction aux exactions de la Séléka (désormais ex-Séléka suite à sa dissolution officielle en 2013) contre les populations non musulmanes. D'autres encore n'ont pas de filiation avec la Séléka et les anti-balaka. Dans l'ensemble, certains groupes armés ont de l'influence sur de vastes territoires, sont très organisés et ont des relais dans les pays voisins et contrôlent des pans du territoire centrafricain. D'autres sont plus petits et n'ont pas de relais significatif en dehors de la RCA. Depuis 2013, ces groupes armés ont lutté les uns contre les autres pour le contrôle des territoires et des trafics en tout genre. Au fil des ans, le schéma d'analyse ex-Séléka et anti-balaka a en grande partie perdu de sa pertinence à cause de la fluctuation des alliances sur le terrain (y compris des alliances locales et ponctuelles entre groupes ex-Séléka et anti-balaka) et de la création de nouveaux groupes.

² « Rapport final du groupe d'experts », Conseil de sécurité des Nations unies, S/2020/662, 8 juillet 2020.

Le retour d'exil, fin 2019, de l'ancien président François Bozizé a encore accentué ces tensions, en particulier depuis que la Cour constitutionnelle a invalidé sa candidature à l'élection présidentielle début décembre, évoquant les sanctions des Nations unies et le mandat d'arrêt du gouvernement centrafricain qui pèsent contre lui.³ Etant donné qu'il conserve des soutiens au sein de l'armée et de certains groupes armés, certains observateurs redoutent des violences sporadiques de ses partisans avant ou pendant le scrutin.⁴

Si la date du scrutin est connue, rien ne garantit que ce dernier se passe sans heurts. En effet, il n'est pas exclu que les élections soient perturbées si, durant la campagne électorale ou le jour du vote, la violence augmentait fortement dans certaines régions du fait des groupes armés ou des réactions des partisans de Bozizé.

Le présent rapport s'appuie sur plus de 120 entretiens effectués à Bangui et dans quatre préfectures du nord-ouest et du centre entre mai et novembre 2019, ainsi que sur une centaine d'entretiens téléphoniques et d'échanges de courriels entre février et octobre 2020. Ces données sont complétées par une cinquantaine d'entretiens effectués en novembre 2020 à Bangui et dans deux préfectures du nord-est. Il analyse les évolutions sécuritaires, le paysage politique centrafricain, les stratégies adoptées par le pouvoir, l'opposition et les groupes armés en vue des élections, ainsi que les positions des acteurs internationaux et régionaux. Le rapport formule des propositions visant à éviter la violence avant, pendant et après le scrutin, et s'assurer que ces élections renforcent la légitimité de l'autorité publique, essentielle à la mise en œuvre à moyen terme de l'accord de paix de 2019.

³ Sur 22 dossiers de candidature à la présidentielle, la Cour constitutionnelle en a invalidé cinq, dont ceux de François Bozizé et du ministre et chef rebelle Armel Sayo. « Election présidentielle en Centrafrique : François Bozizé exclu du scrutin », *Le Monde*, 3 décembre 2020.

⁴ Entretiens de Crisis Group, journalistes et responsables politiques centrafricains, diplomates étrangers, Bangui, Bria et Birao, novembre 2020.

II. Contexte sécuritaire

Vingt-deux mois après la signature de l'accord de paix de 2019, le gouvernement centrafricain et les partenaires internationaux peinent à engranger des retombées positives significatives. Dans les premiers mois qui ont suivi la signature de l'accord, le niveau de violence a fortement baissé, mais il est par la suite reparti à la hausse. La situation sécuritaire reste généralement précaire et la mise en œuvre de plusieurs dispositions de l'accord tarde, notamment la création des unités mixtes, qui sont composées à 40 pour cent des forces armées nationales et 60 pour cent de membres démobilisés des groupes armés. La situation humanitaire ne s'améliore pas ; malgré le renforcement de l'assistance humanitaire internationale, le nombre de déplacés (651 000) et de réfugiés (623 909) augmente et constitue désormais un quart des cinq millions d'habitants du pays.⁵ A l'approche des élections, ces fragilités inquiètent, d'autant qu'elles s'ajoutent aux défis logistiques liés à l'organisation des scrutins et à une forte polarisation du paysage politique.

A. L'accord de paix de 2019

La situation politique et sécuritaire de la RCA découle du coup d'Etat de mars 2013. Celui-ci était mené par la Séléka – alliance composée de plusieurs groupes armés au nord-est du pays et dont les combattants majoritairement musulmans étaient en partie originaires du Tchad et du Soudan voisins – contre le régime de François Bozizé. Cet événement a plongé le pays dans une crise sécuritaire, politique et humanitaire dont les répercussions sont encore bien présentes.⁶

En 2018, la situation sécuritaire inquiète déjà sérieusement les partenaires internationaux de la RCA⁷. En dépit des élections de 2015-2016, qui entraînent pour un temps une réduction du niveau de violence, et des accords de paix ultérieurs, les groupes armés contrôlent toujours des territoires dans la majeure partie du pays et le niveau de violence est en augmentation par rapport aux deux années précédentes.⁸ Ni l'armée centrafricaine, fantomatique et cantonnée à Bangui, ni la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), forte de 12 000 hommes, ne se révèlent capables d'inverser le rapport de force.⁹

Dans ce contexte et face à la menace que présentent les groupes armés, de nouveaux pourparlers s'engagent en 2018 entre gouvernement et groupes armés. L'Union Africaine (UA) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) entament une médiation, soutenue par des acteurs internationaux, notamment les Nations unies et la Russie, qui manifeste un fort regain d'intérêt pour la RCA depuis 2017. Au total, quatorze groupes armés, dont tous les principaux groupes ex-Séléka,

⁵ « République centrafricaine : Rapport du Secrétaire général », Conseil de sécurité des Nations unies, S/2020/994, 12 octobre 2020, p. 7.

⁶ Rapports Afrique de Crisis Group N°203, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, 11 juin 2013 ; et N°230, *Centrafrique : les racines de la violence*, 21 septembre 2015.

⁷ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Bangui, novembre 2019.

⁸ Thierry Vircoulon, « Centrafrique : quand l'objectif est la négociation et non la paix », *The Conversation*, 31 mars 2019.

⁹ Entretiens de Crisis Group, diplomates, soldats centrafricains et onusiens, Bangui, novembre 2019.

anti-balaka et d'autres qui n'appartiennent à aucune des deux mouvances, participent aux discussions à Khartoum, qui aboutissent à l'accord signé en février 2019 à Bangui.¹⁰

Cet accord consacre une forme de partage de pouvoir entre le gouvernement et ces groupes. Ces derniers acceptent de se désarmer et de mettre un terme aux violences contre les civils et aux activités de prédation ou de contrebande.¹¹ En contrepartie, l'accord prévoit des possibilités de reconversion : un canevas pour le désarmement, la démobilisation, la réinsertion ou le rapatriement (DDRR) des membres des groupes armés, dont une partie est issue des pays voisins (Tchad, Soudan et Cameroun) ; et la création d'unités mixtes pour une durée de deux ans. Ces unités seraient chargées de la lutte contre le braconnage et de la sécurisation des routes de transhumance.¹² L'accord prévoit par ailleurs le redéploiement des forces armées et des forces de sécurité intérieure centrafricaines dans les provinces, le rétablissement de l'autorité de l'Etat, une gestion plus inclusive du pays et la nomination de représentants des groupes armés au sein du gouvernement.

B. *Evolution de la situation sécuritaire depuis l'accord de paix*

L'accord de février 2019 permet certaines avancées. Au cours des mois suivant sa signature, les affrontements entre groupes armés cessent quasiment et le nombre d'incidents sécuritaires et de civils tués diminue de manière significative, du fait de la forte implication des acteurs internationaux et régionaux, de la pression exercée sur tous les signataires et de l'attitude favorable des groupes armés qui espèrent rapidement récolter les fruits de l'accord.¹³ Plusieurs éléments de l'accord sont mis en œuvre : formation d'un gouvernement incluant les représentants des groupes armés ; mise en place des organes de suivi de l'accord et de cadres de concertation avec les groupes armés ; et déploiement d'un premier bataillon de 562 membres des unités mixtes dans le nord-ouest en mai.¹⁴ Quelques 2 095 soldats des Forces armées centrafricaines (FACA) sur les 8 651 que compte le pays au total ont également été progressivement déployés dans les provinces depuis mai 2019, y compris dans des localités sous contrôle des groupes armés, de même que 2 164 gendarmes et 1 464 policiers, une première depuis 2013.¹⁵

¹⁰ Rapport Afrique de Crisis Group N°277, *Dernier accord de paix en République centrafricaine : les conditions du succès*, 18 juin 2019.

¹¹ Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, 6 février 2019, articles 4 (d), 4 (h), 4 (i), 5 (b), 5 (c), 5 (d), 5 (g) et 21.

¹² Entretien de Crisis Group, haut responsable des Nations unies, Bangui, mai 2019.

¹³ Entretiens de Crisis Group, responsables et membres de quatre groupes armés, Bangui, novembre, 2020. Voir en annexe les graphiques inspirés des données d'ACLED sur l'évolution des incidents sécuritaires en RCA depuis 2017.

¹⁴ Les groupes armés tiennent à la mise en œuvre des unités mixtes parce qu'ils espèrent les diriger et s'en servir pour asseoir leur domination territoriale et renforcer leur légitimité. Entretiens de Crisis Group, membres des groupes armés et fonctionnaires centrafricains, Bangui, Bria, novembre 2019. « République centrafricaine : Rapport du Secrétaire général », op. cit., p. 4.

¹⁵ Entretiens de Crisis Group, ministère de l'Administration du territoire, Bangui, mai-novembre 2019. « République centrafricaine : Rapport du Secrétaire général », op. cit., p. 9.

Au-delà de l'aspect sécuritaire, l'accord présente d'autres perspectives positives. Outre le repliement de préfets et de maires dans la plupart des localités, il ouvre la voie à la restauration des édifices publics – mairies, postes de police et palais de justice – avec l'appui de partenaires internationaux tels que les Etats-Unis et les Nations unies.¹⁶ L'accord, qui comprend un volet sur la justice, a aussi donné l'impulsion politique pour l'établissement effectif de la Cour pénale spéciale (CPS), institution créée en juin 2015 pour juger les violations graves des droits humains et du droit international humanitaire commises en RCA depuis 2003.¹⁷

Pourtant, ces progrès doivent être nuancés. Le retour progressif de l'Etat est en partie cosmétique. Une grande partie des représentants des autorités judiciaires hésitent à rejoindre leurs postes en raison de l'insécurité. Les préfets sont certes à leurs postes, mais ils ne disposent pas des ressources humaines et matérielles nécessaires, faute d'un soutien conséquent de l'Etat qui lui-même manque de moyens. Les forces armées déployées souffrent d'une dotation logistique insuffisante et dépendent de la Minusca.¹⁸

De même, l'embellie sécuritaire est plus perceptible dans certaines localités que dans d'autres. Dans la localité de Paoua, chef-lieu de l'Ouham Pende, dans l'ouest, la situation s'est nettement améliorée au cours de 2019.¹⁹ Les deux principaux groupes armés présents dans la zone, Révolution et justice Sayo et Révolution et justice Bélanga, qui attendaient le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), ont commencé à se désarmer quelques mois après la signature de l'accord de paix ; le processus s'est accéléré après le déploiement de 121 soldats gouvernementaux en juin 2019. Le nombre d'incidents violents a fortement baissé et celui des déplacés est passé de 76 238 en février 2018 à 252 en août 2019.²⁰ Compte tenu de ces progrès, les bailleurs internationaux, principalement la Banque mondiale, ont lancé plusieurs projets de développement à Paoua. Le gouvernement a également initié ce type de projets.²¹

Ailleurs, les signes de progrès sont moindres, car sept mois seulement après la signature de l'accord, les combats ont repris entre groupes armés et entre groupes armés et forces armées nationales ou force des Nations unies, de même que les violences de masse contre les civils. Les raisons sont diverses : ces groupes sont déçus des retombées de l'accord, et ni les garants de l'accord ni la force onusienne n'ont pu

¹⁶ Entretiens de Crisis Group, Minusca, diplomates américains et hauts fonctionnaires centrafricains, Bangui, mai-novembre 2019. Voir « République centrafricaine : Rapport du Secrétaire général », Conseil de sécurité des Nations unies, S/2020/124, 14 février 2020, para 43.

¹⁷ Article 2 de la loi n°15 003 du 3 juin 2015 portant création, organisation et fonctionnement de la Cour pénale spéciale. Entretien de Crisis Group, ministère de la Justice, Bangui, novembre 2020.

¹⁸ Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires Minusca et autorités administratives, Bangui, Kaga Bandoro et Bria, mai-novembre 2019.

¹⁹ Entretiens de Crisis Group, HCR, ONG humanitaires et habitants, Paoua, août 2019. Voir aussi le rapport « Listening to young people associated with armed groups in northwestern Central African Republic: voices from Paoua », Conciliation Resources, juillet 2020.

²⁰ Entretiens de Crisis Group, HCR, ONG et groupes armés Révolution et justice, Paoua, août 2019.

²¹ L'Ouham Pende est le fief de plusieurs opposants de poids et a une forte densité démographique, tout comme l'ouest de la RCA en général. Cela en fait un enjeu électoral primordial. Entretiens de Crisis Group, autorités administratives et société civile, Paoua, août 2019.

les contraindre à le respecter. Dans d'autres cas, il s'agit d'affrontements pour le contrôle des voies de trafics transfrontaliers, des territoires et des sites miniers.²²

Dans le nord-est en particulier, les rivalités entre groupes armés engendrent la violence depuis la signature de l'accord. Depuis plusieurs années, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), un des groupes ex-Séléka les plus puissants et signataire de l'accord de 2019, détenait un quasi-monopole sur le commerce transfrontalier avec le Soudan et le Tchad et sur les trafics d'armes et de minerais dans la préfecture de la Vakaga. Ce monopole est mis à rude épreuve à partir de juillet 2019 par un autre groupe, le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), auquel s'allient le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) et le Parti du rassemblement de la nation centrafricaine (PRNC).²³ En un an et demi, une quinzaine d'affrontements entre ces groupes ont fait des centaines de morts, majoritairement dans les rangs des groupes armés, et poussé des milliers de personnes à se déplacer à l'intérieur du pays.²⁴

Les rivalités entre groupes armés prennent une dimension communautaire, et les conséquences dépassent les frontières de la Vakaga. Face à la supériorité initiale du FPRC, le MLCJ et ses alliés ont joué la carte ethnique, mobilisant respectivement les communautés kara et goula.²⁵ Cela a transformé les rivalités entre ces groupes armés en fortes tensions communautaires ; le FPRC lui-même s'est scindé en deux factions, l'une rounga, l'autre goula.²⁶ Les répercussions se sont fait sentir dans d'autres préfectures comme le Bamingui-Bangoran (Ndele) et la Haute Kotto (Bria), où les affrontements entre le FPRC et ses rivaux ou entre factions rounga et goula du FPRC totalisent une centaine de morts, dont des civils, depuis le début de 2020.²⁷ L'implication de combattants ou de milices tribales venant de pays voisins, comme les Arabes taysha, salamat et missereya venus du Darfour-Sud (Nyala) au Soudan et les Rounga, Dajjo et Borgo venus de la région de Sila au Tchad, complique la donne.²⁸

²² Entretiens de Crisis Group, membres et responsables des groupes armés et fonctionnaires onusiens, Bangui, Bria et Birao, novembre 2019 et novembre 2020. Viola Giuliano, « What does MINUSCA's revised mandate mean for the protection of civilians in the Central African Republic? », CIVIC, 9 décembre 2019.

²³ « Rapport final du groupe d'experts », Conseil de sécurité des Nations unies, S/2019/930, 14 décembre 2019.

²⁴ Selon la compilation établie par Crisis Group à partir des sources ouvertes les plus crédibles, telles que la radio des Nations unies Guira FM, la radio Ndéké Luka et les principaux médias internationaux couvrant le pays, comme RFI et l'Agence France Presse.

²⁵ Le FPRC est multiethnique, avec une forte proportion de Goula et Rounga, mais ses deux principaux leaders sont Rounga. Le MLCJ est constitué de Kara et le PRNC et le RPRC de Goula. Cela génère un nouveau clivage : les groupes armés MLJC-PRNC-RPRC et les ethnies kara, goula et arabes taysha contre le groupe armé FPRC et les ethnies rounga, youlou, bornou, sara, haoussa et arabes salamat et missereya. Entretiens de Crisis Group, maire, préfet, Minusca, HCR et ONG, Bria, novembre 2019.

²⁶ « Rapport final du groupe d'experts », S/2019/930, op. cit.

²⁷ Hans De Marie Heungoup, « A la recherche de l'Etat en République centrafricaine », Crisis Group, 13 mars 2020. « Centrafrique : enquête judiciaire ouverte sur les massacres de Ndele », RFI, 7 mai 2020.

²⁸ En février 2020, le MLCJ a bénéficié d'un appui en armements et combattants des Arabes taysha et probablement aussi de Muhammad Ali Abd-al-Rahman, alias Ali Kushayb, ancien chef janjawid soudanais. Accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis au Soudan, ce dernier a été arrêté en juin à Birao et transféré à la Cour pénale internationale. « Rapport final du groupe

La dimension communautaire des conflits entre groupes armés assombrit les perspectives de stabilité durable. Si l'affaiblissement du FPRC entraîne une forte réduction des incidents sécuritaires en juin et juillet dans le nord-est, l'espace qu'il perd est repris par ses rivaux du MLCJ, PRNC et RPRC.²⁹ La victoire d'un groupe armé sur un autre ou la création d'alliances opportunistes entre ces groupes ne stabilisera pas le nord-est dans le long terme ; au contraire, la mobilisation des appartenances ethniques, le factionnalisme des groupes et la concurrence pour le contrôle des ressources locales attisent les risques de violence.³⁰

Les violences ne sont pas circonscrites au nord-est. Les affrontements entre groupes armés d'une part, et ceux qui opposent les groupes armés aux forces armées et à la Minusca de l'autre, se poursuivent et s'étendent dans le sud-est, le nord-ouest et, dans une moindre mesure, le centre du pays. Ces affrontements s'expliquent en partie par la compétition traditionnelle entre groupes armés pour le contrôle des territoires, des routes de transhumance et de certains sites miniers.

Elles s'expliquent également par la posture désormais proactive de la Minusca et le déploiement des FACA dans les provinces. En effet, depuis environ un an, la Minusca semble vouloir appliquer son mandat de façon plus ferme, bien que les résultats ne soient pas toujours concluants. Les groupes armés poursuivent leurs prédations contre les civils et certains ont même étendu leurs territoires. Des accrochages surviennent dès lors avec les patrouilles de la Minusca qui tentent d'empêcher ces agissements ou mènent des opérations contre ces groupes. Certaines de ces opérations ont obtenu des résultats insatisfaisants, notamment celle de septembre 2019 contre le groupe peul Retour, réclamation et réhabilitation (3R) dans le nord-ouest. Ce groupe est à l'origine de plusieurs tueries de masse contre des civils et d'autres violations de l'accord.³¹ D'autres – telles que A la Londo (« dégagez-vous »), lancée en juin 2020, toujours contre le 3R – infligent des pertes importantes (plusieurs bases du 3R détruites et des localités clés comme Kouï et Besson reprises par la Minusca).³²

Le déploiement des forces gouvernementales dans les provinces, en cours depuis plus d'un an, génère également des tensions entre soldats qui tentent d'imposer l'autorité de l'Etat dans les provinces et groupes armés qui s'y opposent. Depuis le début de l'année, une dizaine d'affrontements ont éclaté entre les forces armées nationales et les groupes armés Unités pour la paix en Centrafrique (UPC), 3R et Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) respectivement dans le centre, le sud-est et à l'ouest, faisant des morts dans chaque camp. Toutefois, ces combats n'ont pas

d'experts », S/2019/930, op. cit ; « CPI : la Cour confirme la détention de Ali Kushayb arrêté en RCA », Radio Ndeke Luka, 9 juin 2020. Entretiens de Crisis Group, responsable adjoint du FPRC, Bangui, novembre 2020 ; chefs traditionnels kara et rounga, Birao, novembre-décembre 2020.

²⁹ Courriels de Crisis Group, Minusca et cadres du FPRC et du RPRC, juin-juillet 2020. « Rapport final du groupe d'experts », S/2020/662, op. cit.

³⁰ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, universitaires, Minusca et ONG, septembre 2020.

³¹ « Trois soldats sénégalais tués dans le crash d'un hélicoptère utilisé par l'ONU en Centrafrique », *Le Monde*, 27 septembre 2019.

³² « La Minusca lance une opération avec les FACA pour mettre fin aux violences du 3R contre les civils et l'Etat », note d'information de la Minusca, 17 juin 2020 ; « Centrafrique : le 3R demande un cessez-le-feu pour dialoguer », Radio Ndeke Luka, 9 juillet 2020. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, ONG et cadre du 3R, juillet 2020.

affaibli les groupes armés ni renforcé significativement l'autorité des forces gouvernementales dans ces localités.³³

Vingt-deux mois après sa signature, les mécontentements et les critiques à l'égard de l'accord se font de plus en plus entendre. Les retards liés au déploiement des unités mixtes sont l'un des principaux points de friction entre le gouvernement et les groupes armés.³⁴ Le premier et unique bataillon qui ait été créé et déployé connaît déjà des difficultés : début juin, Sidiki Abbas – chef du 3R, groupe le plus important du nord-ouest et du bataillon – annonce son retrait des mécanismes de suivi de l'accord. Des dizaines de combattants du groupe attaquent dans la foulée la base des unités mixtes à Bouar, faisant plusieurs blessés. D'autres attaques sont perpétrées par le 3R contre les FACA et la Minusca au cours des semaines suivantes.³⁵

Signe que ces mécontentements persistent, en novembre, ce bataillon a organisé une grève pour protester contre quatre mois de retards dans le versement de leurs primes.³⁶ Sur le terrain, la mise en œuvre des unités mixtes tardant, la présence des soldats des FACA semble moins acceptée par les groupes armés, d'autant que les responsables des groupes les plus importants sont dorénavant convaincus que le gouvernement, se servant du prétexte des unités mixtes, déploie des soldats dans les provinces pour lancer de grandes opérations militaires contre eux une fois les élections passées ou qu'il estimera que le rapport de force militaire dans les provinces est désormais en sa faveur.³⁷

Malgré un soutien international continu, les défaillances de l'accord de paix pèsent sur la stabilité et donc sur le scrutin à venir. En dépit des avancées réalisées, les résultats obtenus en 22 mois sont insuffisants ; le DDR a par exemple été lancé dans plusieurs localités, mais, à ce jour, seuls 2 094 combattants sur un total de 6 000 à 8 000 ont déposé les armes.³⁸ L'opposition tente d'exploiter ce bilan mitigé pour discréditer le pouvoir dans la perspective des prochaines élections. Les récentes réunions de juillet, août et octobre rassemblant le gouvernement, la Minusca et des groupes armés tels que l'UPC et le 3R, destinées à faciliter la préparation des élections dans les zones sous leur contrôle, indiquent que la Minusca et le gouvernement ont pris conscience de la nécessité de dialoguer et de négocier avec ces groupes pour que le

³³ « Centrafrique : la Minusca et les FACA opèrent ensemble à Obo pour freiner la menace de l'UPC », communiqué de presse de la Minusca, 27 mai 2020 ; « Attaque lâche du mouvement 3R contre un convoi Minusca-FACA dans l'ouest de la RCA », communiqué de presse de la Minusca, 22 juin 2020.

³⁴ Les retards dans la création de ces unités, dont le commandement serait assuré par les forces armées nationales mais au sein desquelles les groupes armés pourront être chefs de section ou de compagnie, sont dus à des difficultés logistiques, à des désaccords sur leur commandement, à l'insécurité dans certaines régions comme le nord-est et à l'absence d'un quorum suffisant de militaires centrafricains dans toutes les provinces pour constituer les 40 pour cent qui leur sont dévolus conformément à l'accord. Entretiens de Crisis Group, gouvernement, diplomates africains et cadres du FPRC, Bangui et Bria, novembre 2019.

³⁵ « Centrafrique : le groupe 3R suspend sa participation à l'accord de paix », *Jeune Afrique*, 6 juin 2020.

³⁶ « RCA : grève des éléments des USMS à Bouar et Paoua », *Corbeau News*, 10 novembre 2020.

³⁷ Entretiens de Crisis Group, Minusca, Bria, novembre 2019 ; gouvernement, diplomates africains, cadres de deux groupes armés, Bangui, novembre 2020.

³⁸ « Conseil de sécurité : la République centrafricaine est en marche assurée vers les élections du 27 décembre prochain, selon le chef de la mission de l'ONU », ONU Info, 19 octobre 2020.

scrutin puisse se tenir sereinement.³⁹ Cependant, leurs résultats en demi-teinte suggèrent que le dialogue sera difficile. La question sécuritaire est cruciale pour les prochaines élections, car sans un apaisement relatif, le taux de participation serait très bas et leur crédibilité entachée.⁴⁰

³⁹ « Centrafrique : l'UPC se désengage de l'accord signé avec le gouvernement », Radio Ndeke Luka, 3 août 2020.

⁴⁰ Courriels de Crisis Group, Minusca et gouvernement, septembre 2020.

III. Les lignes de fracture politiques à l'approche des élections

La scène politique centrafricaine demeure fortement polarisée entre pouvoir et opposition à un mois de l'échéance électorale. L'opposition et une partie de la société civile reprochent à Touadéra d'avoir bradé la souveraineté du pays en signant l'accord de paix avec les groupes armés. Bien que ce soit prévu par l'accord, l'opposition perçoit la nomination de responsables des groupes armés au gouvernement comme un arrangement motivé par des considérations électorales.⁴¹ L'opposition accorde peu de foi à l'ANE. Le retour au pays de l'ancien chef d'Etat François Bozizé est un facteur de polarisation supplémentaire, étant donné sa détermination à retrouver le fauteuil présidentiel et sa proximité avec certains groupes armés, notamment de la mouvance anti-balaka, et des hauts gradés de l'armée centrafricaine. La tension est encore montée d'un cran début décembre, la Cour constitutionnelle ayant invalidé sa candidature à la présidentielle.

Face à une opposition de plus en plus déterminée à empêcher sa réélection, Touadéra durcit le ton. Arrivé au pouvoir sans véritable appareil politique et sans majorité parlementaire, il a dû trouver des alliés et former une majorité parlementaire pour gouverner. Celle-ci s'est effritée entre 2017 et 2018 en raison de divergences politiques entre le président et certains de ses anciens alliés, tels que l'ancien président de l'Assemblée nationale Karim Meckassoua et l'ancien président du Conseil national de transition Alexandre-Ferdinand Nguendet qui lui reprochent aujourd'hui une « dérive autoritaire ».⁴²

A. « Tout sauf Touadéra » : le cri de ralliement de l'opposition

Les opposants à Touadéra sont nombreux et disparates, mais unis par le désir de le faire tomber. Globalement, deux générations de responsables politiques s'opposent à lui : d'un côté, des sexagénaires qui ont occupé les plus hautes fonctions tels que d'anciens présidents de la République ou de l'Assemblée nationale et d'anciens Premiers ministres (Anicet-Georges Dologuélé, Martin Ziguélé, François Bozizé et Karim Meckassoua, entre autres). De l'autre, une génération plus jeune, composée d'anciens ministres et hauts commis de l'Etat comme Jean-Serge Bokassa (fils de l'ancien président Jean-Bédél Bokassa), Désiré Kolingba (fils de l'ancien président André Kolingba), Alexandre-Ferdinand Nguendet, Mahamat Kamoun, Amine Michel et Crépin Mbolli Goumba. La plupart de ces chefs de l'opposition seront sans doute candidats au premier tour. En revanche, le désir de faire partir Touadéra sera probablement suffisamment fort pour qu'ils se rallient au candidat d'opposition qui arrivera au second tour.⁴³

A l'exception de François Bozizé et Anicet-Georges Dologuélé, arrivé deuxième lors de la dernière présidentielle, la plupart des opposants actuels ont collaboré avec Touadéra soit en tant que membres du gouvernement, soit en rejoignant la majorité

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, chefs de l'opposition, Bangui, novembre 2020.

⁴² Entretien de Crisis Group, Karim Meckassoua et Alexandre-Ferdinand Nguendet, Bangui, novembre 2019.

⁴³ Entretiens de Crisis Group, chefs de l'opposition, novembre 2020.

présidentielle à l'Assemblée nationale en 2016, avant de prendre leurs distances entre 2017 et 2020.

Les opposants à Touadéra forment des alliances. Ils se sont d'abord réunis en mai 2019 au sein de E Zingo Biani, une plateforme regroupant 24 signataires, dont les principaux partis de l'opposition ainsi que les principales organisations de la société civile. Elle inclut surtout des forces profondément hostiles à l'accord de paix, perçu comme pacte électoral entre pouvoir et groupes armés.⁴⁴ En avril 2020, E Zingo Biani s'est autodissoute lorsque ses chefs de file ont rejoint la Coalition de l'opposition démocratique (COD 20-20), une nouvelle plateforme initiée en décembre 2019 par l'ancien Premier ministre et finaliste du second tour de la dernière présidentielle de 2016, Anicet-Georges Dologuélé.⁴⁵

Au sein de la COD 20-20, le profil international de Dologuélé fait de lui un candidat sérieux.⁴⁶ De tous les chefs d'opposition, il est seul à n'avoir pas fait partie de la majorité présidentielle actuelle. Sa base électorale se trouve à l'ouest et à Bangui, qui sont les zones les plus peuplées du pays et où réside une partie importante des électeurs. Il entretient de bonnes relations avec certains officiels français influents sur la scène politique centrafricaine et dans les pays voisins. Cependant, il demeure perçu par une partie de l'électorat comme un milliardaire et technocrate distant de la population.⁴⁷

Bien que tous les opposants réunis au sein de la COD 20-20 accusent Touadéra de complicité avec les groupes armés en raison de l'accord de paix, leurs positions sur l'avenir dudit accord divergent.⁴⁸ Certains membres de l'opposition estiment en privé qu'il devrait être purement rejeté.⁴⁹ D'autres estiment qu'il faudrait le renégocier et réduire les concessions accordées aux groupes armés, notamment leur participation au gouvernement.⁵⁰ Ces divergences renforcent les incertitudes concernant l'avenir sécuritaire du pays si l'opposition arrivait au pouvoir, car les groupes armés refuseraient vraisemblablement toute renégociation à leur détriment.⁵¹ Au-delà de l'accord, les opposants sont aussi divisés sur la posture à adopter en cas de fraudes électorales. Certains n'excluent pas le recours à la rue s'ils estiment que Touadéra manipule les

⁴⁴ Entretiens de Crisis Group, coordonnateur de E Zingo Biani et présidents de partis de l'opposition, Bangui, mai-novembre 2019. « RCA : première manifestation autorisée de la plateforme d'opposition E Zingo Biani », RFI, 1er octobre 2019.

⁴⁵ E Zingo Biani incluait le Groupe de travail de la société civile sur la crise centrafricaine et l'Organisation des femmes centrafricaines, la plus importante organisation de femmes dans le pays, qui compte plus de 50 000 adhérentes. « Centrafrique : dissolution de la plateforme sociopolitique E Zingo Biani », Radio Ndeke Luka, 27 avril 2020 ; « Centrafrique : la Coalition de l'opposition démocratique officiellement créée », RFI, 11 février 2020. Entretiens de Crisis Group, présidents de partis de l'opposition et universitaires, Bangui, novembre 2020.

⁴⁶ En plus de diriger la COD 20-20, Dologuélé est à la tête de l'Union pour le renouveau centrafricain, parti politique qui dispose de treize députés à l'Assemblée nationale. Entretiens de Crisis Group, Alexandre-Ferdinand Nguendet, journalistes et société civile, Bangui, novembre 2019.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group, diplomates, universitaires et journalistes, Bangui, août 2019.

⁴⁸ Entretiens de Crisis Group, quatre responsables de la COD 20-20, Bangui, novembre 2020.

⁴⁹ Entretiens de Crisis Group, deux responsables de la COD 20-20, Bangui, novembre 2020.

⁵⁰ Entretien de Crisis Group, Anicet-Georges Dologuélé, Bangui, novembre 2020.

⁵¹ Entretiens de Crisis Group, chef du groupe armé MPC et cadres des groupes FPRC, UPC, RPRC, Séléka rénovée et de groupes anti-balaka, Kaga Bandoro, Bangui et Bria, août et novembre 2020.

résultats. Leur capacité à mobiliser la population reste toutefois inconnue. D'autres contestent cette démarche, privilégiant les moyens légaux et diplomatiques.⁵²

B. Tensions autour de l'Autorité nationale des élections

L'ANE est l'une des principales sources de tensions, les partis d'opposition accusant le pouvoir de garder la mainmise sur l'organe électoral, ce dont il se défend. Leurs craintes se sont renforcées en mars dernier, lors de la mise en place des représentations locales de l'institution. Selon le code électoral, chaque démembrement de l'ANE dans les préfectures et sous-préfectures doit inclure des représentants des partis d'opposition. L'opposition soutient que l'ANE a arbitrairement exclu ses représentants dans la majorité des démembrements installés.⁵³ En réponse, l'ANE et le gouvernement affirment que, dans un nombre important de localités, ces partis n'ont pas proposé de noms remplissant les critères du code électoral, comme le niveau d'instruction et un casier judiciaire vierge.⁵⁴

Ces perceptions négatives ont conduit les partis de l'opposition à engager progressivement un bras de fer avec l'ANE et le gouvernement qui pourrait entraver la bonne tenue des élections. En mai 2020, ils déposent un recours contestant la légalité de l'institution auprès de la Cour constitutionnelle, qui la rejette.⁵⁵ Malgré cet échec, l'opposition continue d'exploiter des procédures juridiques pour tenter de remplacer les membres dirigeants de l'ANE, dits commissaires électoraux, par d'autres, moins dépendants de l'exécutif, et d'inclure des représentants des partis politiques à l'expiration du mandat des membres actuels le 23 décembre.⁵⁶ Un premier pas a été franchi en juillet quand l'Assemblée nationale a voté une loi qui accroît le nombre des commissaires de l'ANE de neuf à onze et change leur mode de choix et de nomination des commissaires en y accordant un rôle accru à l'opposition.⁵⁷

En octobre, les nouveaux commissaires sont entrés en fonction, mais la COD 20-20 soutient que même eux sont inféodés. Le comité de sélection des commissaires comprend quinze membres. Parmi les quinze, les pouvoirs publics, la société civile et les partis politiques en désignent chacun cinq. Or parmi les partis politiques, le Mouvement cœurs unis (MCU), parti au pouvoir, en désigne deux, les partis dits neutres un et la COD 20-20 deux. Les pouvoirs publics et le parti au pouvoir désignent donc

⁵² Entretiens de Crisis Group, chefs de l'opposition, Bangui, mai-novembre 2020.

⁵³ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de l'opposition, juin-juillet 2020.

⁵⁴ Entretien téléphonique de Crisis Group, ANE, juillet 2020.

⁵⁵ « En Centrafrique : la modification de la Constitution est rejetée », RFI, 5 juin 2020.

⁵⁶ En s'appuyant sur la constitution et l'ordonnancement juridique centrafricain, l'opposition a exigé que le décret présidentiel qui a porté création de l'ANE en 2015 soit remplacé par une loi votée par l'Assemblée nationale. Cette loi organique accordera en principe plus d'indépendance au bureau de l'ANE, car elle stipule que le renouvellement du mandat de ses membres dépend de l'Assemblée nationale et non du président de la République. Malgré de fortes réticences de l'exécutif, l'Assemblée adopte la loi en juillet 2020. Le pouvoir souhaitait proroger le mandat des membres actuels jusqu'à la proclamation des résultats en mars 2021, mais les députés de l'opposition s'y sont opposés. « Centrafrique : l'Assemblée vote la mise en place d'une nouvelle autorité des élections », RFI, 8 juillet 2020. Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires, ANE, opposition, Bangui, novembre 2020.

⁵⁷ Loi organique n°20.022 portant composition, organisation et fonctionnement de l'ANE, 7 juillet 2020. Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire et journaliste centrafricains, Bangui, novembre 2020.

sept membres en tout. Pour la COD 20-20, « même les six membres désignés par la société civile et les partis neutres sont aussi des proches du pouvoir ».⁵⁸ Enfin, l'opposition fustige, à juste titre, la présence de non-experts des questions électorales parmi les membres du comité de sélection choisis par les pouvoirs publics et le MCU, ce qui va à l'encontre de l'article 7 de la loi.⁵⁹

Par ailleurs, le gouvernement et l'opposition n'ont pas encore déterminé une date pour que les commissaires élisent en leur sein le bureau devant remplacer les quatre membres du bureau actuel, dont le mandat expire quelques jours seulement avant les élections du 27 décembre. A moins d'une solution concertée négociée suffisamment à l'avance, le nouveau bureau n'aura pas le temps de se familiariser avec ses nouvelles responsabilités.⁶⁰

C. Durcissement du pouvoir

Face aux critiques et à la pression de l'opposition, à l'effritement de sa majorité à l'Assemblée nationale et aux démissions d'anciens alliés du gouvernement en 2017 et 2018, Touadéra opère un durcissement qui polarise encore davantage le paysage politique.⁶¹ Cela se traduit par l'interdiction et la répression de plusieurs marches de protestation.⁶² Le gouvernement prend des mesures restrictives contre certains opposants, en particulier la famille de François Bozizé, dont le fils est poursuivi pour détournement de deniers publics et exactions et interdit de quitter le territoire.⁶³ D'autres, comme Alexandre-Ferdinand Nguendet sont poursuivis pour atteinte à la sûreté de l'Etat et d'autres encore font l'objet de sanctions administratives allant du non-versement de leurs pensions d'anciens ministres au retrait des unités affectées à leur sécurité.⁶⁴ Enfin, des hauts commis de l'Etat exerceraient des pressions sur les cadres de l'administration locale pour qu'ils rejoignent le parti au pouvoir.⁶⁵ Le gouvernement rejette ces accusations, affirmant que la justice est indépendante et qu'il respecte les libertés publiques.⁶⁶

Plus inquiétant, de nouveaux groupes émergent qui pourraient jouer un rôle d'intimidation dans le processus électoral. Des groupes de jeunes notoirement proches du pouvoir, tels que le Mouvement des requins et le Mouvement Centrafrique debout,

⁵⁸ Entretiens de Crisis Group, responsables de la COD 20-20, Bangui, novembre 2020.

⁵⁹ Loi organique n°20.022, op. cit. Entretiens de Crisis Group, responsables de la COD 20-20 et ministère de l'Administration du territoire, Bangui, novembre 2020.

⁶⁰ Entretiens de Crisis Group, ministère de l'Administration du territoire, Bangui, août et novembre 2019.

⁶¹ En 2017 et 2018, Charles-Armel Doubane et Jean-Serge Bokassa ont tour à tour démissionné du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Intérieur.

⁶² « RCA : tensions à Bangui à la veille d'une grande manifestation de l'opposition », Anadolu Agency, 14 juin 2019 ; « Libération d'un leader de la société civile arrêté jeudi », VOA, 22 avril 2019 ; « RCA : deux journalistes de l'AFP brutalement interpellés à Bangui », RFI, 16 juin 2019.

⁶³ Entretiens de Crisis Group, François Bozizé et journalistes, Bangui, novembre 2020.

⁶⁴ Entretiens de Crisis Group, chefs de l'opposition, journalistes et société civile centrafricaine, Bangui, novembre 2019. « Centrafrique : l'ancien président du conseil national de transition empêché de quitter le pays », *Jeune Afrique*, 27 août 2019 ; « Centrafrique : le KNK accuse les autorités d'avoir cherché à arrêter Bozizé », RFI, 3 avril 2020.

⁶⁵ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires et chefs de l'opposition, Bangui, novembre 2019.

⁶⁶ Entretiens de Crisis Group, ministre de la Communication et fonctionnaires, Bangui, août 2019.

font leur apparition mi-2019. Ils perturbent les rassemblements de l'opposition, menacent verbalement les opposants, leurs enfants et leurs proches.⁶⁷ Le gouvernement démantèle ces groupes à la suite de pressions internes et internationales.⁶⁸ L'opposition craint cependant que le pouvoir ne les réactive à la veille des élections pour intimider ses chefs et militants en période de campagne ou en cas de crise postélectorale.⁶⁹

Tout cela contribue à une atmosphère politique délétère susceptible de nuire à la bonne préparation des élections. Ces tensions pourraient donner lieu à des manifestations violentes ou à des échauffourées entre partisans des différents camps avant les élections et, in fine, mettre à mal la crédibilité des élections.

D. Enjeux du retour des anciens chefs d'Etat

Outre les tensions entre l'opposition et Touadéra, le retour des anciens présidents Michel Djotodia et, surtout, Bozizé constitue un risque de friction supplémentaire. Leurs passages respectifs à la tête de l'Etat ont laissé des traces ; certains les détestent, d'autres les apprécient et les soutiennent, si bien que la seule évocation de leur retour dans le jeu politique a suffi à raviver les séquelles du passé. Beaucoup de Centrafricains craignent que leurs proximités avec différentes factions des groupes armés n'entraînent, suite à leur retour, une intensification de la concurrence politique.⁷⁰ Cependant, des deux anciens chefs d'Etat, seul Bozizé présente un réel risque de violence. En effet, Djotodia a décidé de ne pas se porter candidat et semble plutôt œuvrer pour une réélection de Touadéra.⁷¹ Bozizé, en revanche, semblait déterminé à regagner le fauteuil présidentiel, mais l'invalidation de sa candidature par la Cour constitutionnelle lui ôte probablement toute chance sérieuse de revenir au pouvoir.⁷²

L'ancien chef d'Etat et l'actuel, anciens alliés, ne sont plus en bons termes. En dépit d'un mandat d'arrêt international émis par les autorités centrafricaines en mai 2013 pour crimes contre l'humanité et de sanctions adoptées par les Nations unies depuis mai 2014, François Bozizé revient clandestinement à Bangui le 15 décembre 2019, après un exil de cinq ans en Ouganda. Bozizé et Touadéra étaient alliés jusqu'à ce qu'en 2015, Touadéra crée un mouvement en vue de l'élection présidentielle. Aujourd'hui les deux hommes sont dans une logique de confrontation.⁷³

⁶⁷ Entretiens de Crisis Group, opposants et hauts fonctionnaires, Bangui, novembre 2020.

⁶⁸ Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires et diplomates, Bangui, novembre 2019.

⁶⁹ Certains opposants sont persuadés que seule la partie visible des Requins a été dissoute. Selon eux, Touadéra a créé une milice forte de 1 000 hommes, composée de jeunes de son ethnie gbakamandja et formée en Angola et au Burundi. Il y a de fortes raisons de penser que ces affirmations sont erronées et basées sur le fait que plus de 200 jeunes gbakamandja recrutés dans la garde présidentielle sont partis en formation en Angola d'octobre 2019 à février 2020. Entretiens de Crisis Group, cinq chefs de partis de l'opposition, Bangui, novembre 2019.

⁷⁰ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, journalistes, ONG et société civile centrafricaine, mars et octobre 2020.

⁷¹ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, journalistes et ONG, octobre 2020. « Elections en Centrafrique : "je ne serai pas candidat", déclare Michel Djotodia », RFI, 9 novembre 2020.

⁷² « Centrafrique : François Bozizé : candidat à la présidence », Deutsche Welle, 10 novembre 2020. Entretien de Crisis Group, François Bozizé, Bangui, novembre 2020

⁷³ « Centrafrique : face à Bozizé, Touadéra garde la main », *Jeune Afrique*, 27 avril 2020.

Le retour et les ambitions présidentielles de Bozizé auraient pu porter préjudice à Touadéra. Depuis son retour, Bozizé a mené une opération de reconquête de l'opinion publique dont le succès relatif a surpris et embarrassé non seulement le pouvoir, mais également les chefs d'opposition.⁷⁴ Les partis de Bozizé et de Touadéra partagent pratiquement le même électorat dans l'ouest et le sud-ouest du pays. Si Bozizé était parvenu à être candidat, cela aurait empêché Touadéra de gagner au premier tour et une confrontation entre Bozizé et Touadéra au second tour aurait été possible.⁷⁵

Mais tout a changé depuis la décision d'invalidation de la Cour constitutionnelle, et les spéculations vont bon train. La décision de la cour suscite de fortes inquiétudes dans toutes les strates de la société centrafricaine.⁷⁶ Etant donné que Bozizé conserve des sympathies au sein du mouvement armé anti-balaka, de l'armée centrafricaine et de sa communauté gbaya, qui représente plus d'un quart de la population centrafricaine, certains redoutent des violences sporadiques de ses partisans avant et pendant les élections.⁷⁷ Pour l'heure, ses partisans n'ont commis aucun acte de violence, mais la tension est perceptible dans certains quartiers de Bangui, comme les quatrième et huitième arrondissements, de même qu'à Bossangoa dans le nord-ouest, sa localité natale.⁷⁸

Les autorités centrafricaines semblent de leur côté désormais dans une posture intransigeante. Au lendemain de la décision de la cour, des éléments de la garde présidentielle ont perquisitionné la résidence du fils de Bozizé à Bangui, saccageant ses biens. Le gouvernement a également renforcé le dispositif sécuritaire dans la capitale.⁷⁹

Contrairement à Bozizé, l'ancien président et chef de la Séléka Michel Djotodia semble avoir de bonnes relations avec Touadéra. A son retour à Bangui en janvier 2020, il a été reçu dès le lendemain par l'actuel président. La posture de ce dernier pourrait s'expliquer par le fait que Djotodia garde une influence sur certains groupes armés.⁸⁰ Signe de cette influence, selon le groupe d'experts des Nations unies sur la Centrafrique, il aurait contribué au rapprochement entre MLCJ, PRNC et RPRC en vue d'affaiblir le FPRC et de prendre le contrôle politique du nord-est avant les élections.⁸¹ Il pourrait donc non seulement convaincre sa communauté de voter pour Touadéra, mais aussi participer à convaincre le RPRC, le PRNC et le MLCJ de s'abstenir de violences pendant la campagne électorale et le scrutin, ou à l'inverse inciter ces groupes à freiner la campagne des candidats de l'opposition dans le nord-est.⁸²

⁷⁴ « En Centrafrique, l'ex-chef de l'Etat François Bozizé candidat à la présidentielle de 2020 », *Le Monde*, 25 juillet 2020.

⁷⁵ Entretiens de Crisis Group, ambassadeurs, Bangui, novembre 2020.

⁷⁶ Entretiens de Crisis Group, journalistes et soldats centrafricains, Bangui, décembre 2020.

⁷⁷ Entretiens de Crisis Group, universitaire et haut fonctionnaire centrafricains, partis de l'opposition et société civile, diplomates occidentaux et africains, Bangui, novembre-décembre 2020.

⁷⁸ Observation d'un chercheur de Crisis Group à Bangui, décembre 2020. Entretien téléphonique de Crisis Group, ONG à Bossangoa, décembre 2020.

⁷⁹ Entretiens de Crisis Group, journalistes et soldats centrafricains, Bangui, décembre 2020.

⁸⁰ Entretien téléphonique de Crisis Group, Michel Djotodia, novembre 2019.

⁸¹ « Rapport du groupe d'experts des Nations unies », S/2020/662, op. cit.

⁸² Selon de multiples sources à Bangui, Djotodia aurait accepté de soutenir Touadéra en échange d'une garantie de protection face à la justice internationale, du maintien de ses indemnités et peut-être d'un poste institutionnel si Touadéra est réélu. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, diplomates, journalistes et haut fonctionnaire centrafricain, février-mars 2020. Djotodia pourrait être

A son second retour dit « définitif » en septembre, Djotodia a été reçu par Touadéra et les plus hautes autorités du pays et a déclaré vouloir organiser une conférence nationale de réconciliation pour permettre des élections apaisées. Suite à cela, il a rencontré des représentants des Nations unies, des chefs de file de l'opposition, dont Bozizé et Dologuélé, les chefs des groupes armés RPRC, le PRNC, le MLCJ et l'UPC, puis le chef du FPRC Nourredine Adam au Soudan.⁸³ Son projet de conférence a toutefois fait long feu. Les chefs de l'opposition l'ont désapprouvé, arguant que Djotodia serait de mèche avec les groupes armés pour favoriser la réélection de Touadéra, de même que les groupes armés anti-balaka et certains groupes ex-Séléka, comme le FPRC. Les populations de Bangui ont également rejeté cette initiative et tiennent Djotodia responsable des troubles sécuritaires des dernières années dans le pays.⁸⁴

poursuivi par la Cour pénale internationale, qui a émis plusieurs mandats contre des personnalités et chefs de guerre centrafricains impliqués dans la crise de 2013, sans les rendre publics. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, haut magistrat centrafricain et Cour pénale internationale, juin-juillet 2020.

⁸³ « En RCA, l'ancien président Djotodia organise une conférence de réconciliation », RFI, 9 septembre 2020.

⁸⁴ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, universitaire, société civile et opposants, septembre 2020. « Présidentielle en Centrafrique : Michel Djotodia, l'homme de Touadéra ? », *Jeune Afrique*, 11 septembre 2020.

IV. Risques de perturbations électorales

Des doutes demeurent quant à la possibilité d'organiser le scrutin sans heurts compte tenu des obstacles techniques et du climat sécuritaire. Près de deux millions d'électeurs centrafricains sont attendus aux urnes le 27 décembre 2020 pour le premier tour des élections présidentielles et législatives. Même si la préparation jusqu'à maintenant a été raisonnable dans l'ensemble, dans un contexte très compliqué, le risque subsiste que des turbulences politiques pré- ou postélectorales paralysent les institutions et provoquent une recrudescence de la violence à travers le pays si les groupes armés perçoivent que les institutions politiques nationales sont bloquées ou défaillantes.

La date des élections est à présent certaine, mais les retards dans l'exécution du calendrier électoral, l'insécurité et la peur suscitée par la Covid-19 avaient au départ fait craindre un report et donc un risque de vide constitutionnel et de crise institutionnelle, car ni le président ni l'Assemblée nationale n'auraient plus eu de base légale pour rester en fonction. En avril, le gouvernement a essayé de modifier les articles 35 et 68 de la constitution pour pouvoir rester en fonction dans l'éventualité d'un report, invoquant la pandémie comme justification. Mais la Cour constitutionnelle s'y est opposée, jugeant le projet de loi anticonstitutionnel et recommandant au gouvernement d'organiser les élections dans les délais prévus et de recourir en cas de retard à une « concertation nationale afin d'aboutir à une solution consensuelle qui puisse encadrer le report des élections ». ⁸⁵ Si l'initiative gouvernementale a échoué, elle n'a pas manqué de raviver les tensions entre le pouvoir et l'opposition. Elle a par ailleurs permis de démontrer la neutralité de la cour auprès des Centrafricains. ⁸⁶

A. Obstacles techniques à l'organisation des élections

La préparation des élections est en cours, mais des inquiétudes subsistent. Parmi les signes encourageants, la question du financement est désormais presque réglée. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui coordonne la mobilisation des fonds auprès des bailleurs internationaux tels que l'UE, les États-Unis et le Japon, a déjà réuni 85 pour cent du budget pour la présidentielle et les législatives, qui est passé de 25 à 33 millions de dollars suite à la Covid-19 et aux retards dans le calendrier électoral. ⁸⁷ De même, l'inscription des électeurs sur les listes électorales est terminée. Les chiffres sont en baisse par rapport à 2015. L'ANE et le gouvernement prévoyaient d'inscrire 2,5 millions d'électeurs en 2020 contre 1 954 000 en 2015,

⁸⁵ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, ANE et Minusca, avril 2020. « Centrafrique : un pas supplémentaire vers une modification de la constitution », RFI, 16 avril 2020 ; « En Centrafrique, la modification de la constitution est rejetée », RFI, 5 juin 2020.

⁸⁶ La neutralité de la Cour constitutionnelle est importante, car c'est l'institution en charge de juger le contentieux électoral et de proclamer les résultats des élections. La défiance initiale de l'opposition à son égard, bien que moindre que celle à l'égard d'autres institutions telles que l'ANE, aurait pu la conduire à rejeter a priori tout résultat émanant d'elle. Actuellement, certains chefs de l'opposition voient en elle une institution plutôt neutre. Cet avis de la cour s'inscrit dans une série de décisions rendues en 2019 et qui ont donné raison tantôt à l'exécutif, tantôt à l'opposition sur des sujets variés. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de l'opposition et société civile centrafricaine, juin 2020.

⁸⁷ Entretiens de Crisis Group, rapporteur général de l'ANE, Bangui, novembre 2019 ; hauts fonctionnaires du PNUD et de la Minusca, Bangui, novembre 2020.

pour tenir compte de l'augmentation démographique et du nombre de personnes en âge de voter, estimé à trois millions. Finalement, seuls 1,85 million d'électeurs se sont inscrits, soit 100 000 de moins qu'en 2015.⁸⁸ Cette diminution témoigne sans doute du faible engouement populaire, mais s'explique aussi par l'insécurité qui a perturbé les opérations d'enregistrement dans le sud-est et le nord-ouest.⁸⁹ Ce chiffre bas se situe toutefois dans la moyenne des électeurs inscrits dans les pays de la sous-région.⁹⁰

Si les préparatifs suivent leur cours, l'opposition relève tout de même des dysfonctionnements survenus lors des inscriptions ainsi qu'une mauvaise préparation électorale. Certains griefs apparaissent légitimes : la campagne d'inscriptions a débuté fin juin avec deux mois de retard par rapport au premier calendrier électoral et certains kits d'enregistrement n'ont pas fonctionné correctement. Les journalistes et organisations de la société civile centrafricains recensent également des cas d'électeurs doublement inscrits ou d'inscriptions dans des lieux non prévus par le code électoral, comme des casernes militaires, des milliers d'agents contractuels dotés de tablettes pour recenser les électeurs (« agents tablettes ») ou de prestataires de services de l'ANE qui n'ont reçu qu'une partie de leur paie, ainsi que des irrégularités flagrantes dans les listes électorales provisoires de Bossangoa.⁹¹ L'ANE admet les cas d'électeurs doublement inscrits dans le pays et des irrégularités dans les listes de Bossangoa, mais affirme avoir épuré tous les doublons avant de publier les listes définitives des électeurs.⁹²

D'autres critiques sont plus difficiles à vérifier. L'opposition accuse le pouvoir d'avoir fraudé lors des enregistrements à Bangui et l'ANE d'avoir privilégié l'inscription des électeurs dans les quartiers de la capitale ou dans les préfectures favorables au parti au pouvoir.⁹³

Les désaccords entre l'opposition et le pouvoir au sujet des préparatifs électoraux se sont envenimés en septembre. A cette période, le gouvernement a fait modifier par voie parlementaire le code électoral pour prolonger la période des inscriptions et repousser la publication des listes électorales d'un mois. Ceci fut fait sans modifier la date des élections ; il s'agit d'une date constitutionnelle, et l'approbation de la Cour

⁸⁸ Entretien téléphonique de Crisis Group, ministère de l'Administration du territoire, octobre 2020. « République centrafricaine : Rapport du Secrétaire général », S/2020/994, op. cit., p. 2.

⁸⁹ Autre élément, les réfugiés n'ont pas été enregistrés pour ces élections. Or en 2015, 100 000 d'entre eux avaient été enregistrés. Ainsi, moins les réfugiés, les chiffres de 2015 seraient pratiquement identiques à ceux de 2020. « Centrafrique : l'autorité électorale satisfaite du processus d'enrôlement », RFI, 6 août 2020. Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire du PNUD et membre du gouvernement, Bangui, novembre 2020.

⁹⁰ Au Cameroun par exemple, pays où l'Etat est bien plus présent qu'en RCA, seules 7,2 millions de personnes sont inscrites sur les listes électorales sur un potentiel de votants estimé à 14 millions et une population totale de 26 millions. « ELECAM : 7 116 314 d'inscrits en 2019 », CRTV, 20 septembre 2019.

⁹¹ Dans l'ancien quartier musulman de Bossangoa, les listes électorales du quartier affichent des noms très majoritairement musulmans, alors qu'aucun musulman n'y vit plus depuis 2013. Entretien de Crisis Group, ONG présentes à Bossangoa, Bangui, novembre 2020. Sur les tensions entre musulmans et chrétiens à Bossangoa, voir « Les jeunes et les groupes armés en République centrafricaine : les voix de Bossangoa », Conciliation Resources, octobre 2020.

⁹² Entretien téléphonique de Crisis Group, ONG, ANE et journalistes, août, octobre et novembre 2020.

⁹³ « Enrôlement des électeurs en RCA : l'opposition dénonce des tentatives de fraudes », RFI, 22 juillet 2020. Courriels de Crisis Group, présidents de partis de l'opposition, juin-juillet et octobre 2020.

constitutionnelle aurait été requise. Le pouvoir a par ailleurs renoncé à l'enregistrement et au vote des réfugiés, évoquant des obstacles insurmontables et la nécessité de respecter le nouveau délai.⁹⁴ Début septembre, l'ANE a admis à la Cour constitutionnelle qu'elle n'était pas en mesure de tenir le délai du 26 septembre, date limite d'inscription, de publication des listes électorales et de convocation du corps électoral. Dès lors, mi-septembre, le gouvernement a introduit une proposition de modification du code électoral, adoptée par l'Assemblée nationale, qui proroge le délai d'un mois. La Cour constitutionnelle a ensuite publié un nouveau chronogramme des élections, tenant compte des nouveaux délais.⁹⁵

Cette manœuvre gouvernementale a fortement irrité l'opposition. Selon elle, ce nouveau report dénotait une très mauvaise préparation électorale et un mois de plus ne suffirait pas pour procéder à des inscriptions fiables. L'opposition espérait que les élections soient reportées afin que l'ANE dispose de davantage de temps pour procéder aux inscriptions électorales, dont celles des réfugiés, qui représentent un huitième de la population centrafricaine et qui ne pourront pas voter. L'opposition souligne aussi, à juste titre, que ce report réduit de trois à deux mois la durée totale restante pour toutes les autres étapes intermédiaires (dépôt des candidatures, contentieux et validation des candidatures par la Cour constitutionnelle, campagne électorale) devant intervenir avant le vote, ce qui constitue un délai assez court.⁹⁶

Au-delà de ces motifs légitimes, si la manœuvre du gouvernement courrouce autant l'opposition, c'est aussi parce qu'elle balaye ses plans moins avoués. Certains chefs de l'opposition espéraient un report des élections pour que cela donne lieu à un gouvernement d'union nationale mené par un Premier ministre de l'opposition. Elle espérait aussi qu'un report permette que les élections soient organisées par la nouvelle équipe de l'ANE, censée remplacer l'équipe actuelle, perçue comme pro-Touadéra, le 23 décembre. Enfin, une partie de l'opposition espérait qu'un report donne le temps à Bozizé de remplir tous les critères pour être éligible. En effet, d'après le code électoral, pour être candidat à la présidentielle, il faut avoir résidé en RCA sans interruption au moins douze mois avant l'élection. Arrivé à Bangui en décembre 2019, Bozizé aurait été dans le pays onze mois seulement au moment du dépôt de sa candidature le 10 novembre.⁹⁷

L'apparition de la Covid-19 en mars a initialement suscité des frayeurs et laissé présager une catastrophe sanitaire et un report des élections, étant donné le déficit et le délabrement des infrastructures sanitaires du pays. Les mesures prises contre la pandémie ont au départ retardé l'enregistrement des électeurs et l'implantation des représentations locales de l'ANE, en raison des difficultés de transport et de l'interdiction de rassemblement qu'elles ont entraînées.⁹⁸ Mais le virus semble dé-

⁹⁴ Propos liminaires de Faustin-Archange Touadéra lors de la réunion interministérielle de haut niveau sur la République centrafricaine du 1er octobre 2020. « En RCA, les élections doivent se tenir dans les délais et l'accord de paix mis en œuvre », ONU Infos, 4 octobre 2020.

⁹⁵ « Centrafrique : le nouveau code électoral adopté à l'Assemblée », RFI, 24 septembre 2020. « Chronogramme électoral juridique révisé », Cour constitutionnelle de la République centrafricaine, 17 octobre 2020.

⁹⁶ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de l'opposition et universitaire centrafricain, octobre 2020.

⁹⁷ Entretiens téléphoniques, chefs de l'opposition et société civile, septembre-octobre 2020.

⁹⁸ Courriels de Crisis Group, Minusca, ANE et fonctionnaire centrafricain, mars et juillet 2020.

sormais contenu, car le pays compte moins de 5 000 cas confirmés de Covid-19, dont plus de 2 000 guérisons, et 64 morts au 30 novembre.⁹⁹

B. Impact des groupes armés

Même si l'enregistrement des électeurs dans une grande partie du territoire a pu se faire de manière plus ou moins satisfaisante, l'insécurité entretenue par les groupes armés a nui à la préparation des élections dans certaines zones et pourrait nuire à la campagne et au vote.¹⁰⁰ Plusieurs observateurs, l'ANE et le gouvernement pensent toutefois qu'il n'y a pas de raison d'être alarmiste, soulignant que les mêmes conditions sécuritaires dans ces zones n'ont pas empêché la tenue d'élections acceptables en 2015.¹⁰¹

Certains groupes armés ont utilisé plusieurs tactiques visant à déstabiliser le processus pré-électoral. Dans huit sous-préfectures dans le nord-ouest et le sud-est (sur les 71 que compte le pays), les groupes armés 3R et UPC ont sciemment perturbé les opérations d'enregistrement, entraînant un nombre d'inscrits bien plus bas que la moyenne nationale.¹⁰² Ces groupes et d'autres, comme le MPC et une faction des anti-balaka, ont également entravé la précampagne électorale ou tenu des propos ciblant des candidats, en réponse à leurs critiques virulentes contre les chefs de ces groupes. En février 2020, Martin Ziguélé a été retenu plusieurs heures par des membres du groupe 3R à Bocaranga dans l'ouest.¹⁰³ Dans le centre, des anti-balaka ont perturbé la tenue d'un rassemblement politique de Mahamat Kamoun en août.¹⁰⁴ En outre, même dans la grande majorité du pays où les groupes armés n'ont pas manifesté d'hostilité envers le processus électoral, l'insécurité endémique, la criminalité et la faible présence de l'Etat créent un climat peu propice à la tenue de la campagne électorale ou du scrutin.

En réalité, la majorité des quatorze groupes armés semblent indifférents à la tenue ou au résultat des élections, car pour eux l'enjeu est minime. D'un côté se trouve le président sortant Touadéra, qui selon eux ne respecte pas l'accord de paix, et de l'autre, l'opposition qui leur est plus hostile encore que le pouvoir en place. Dès lors, certains chefs de groupes armés semblent opter pour l'indifférence et ne soutiennent aucun des candidats au sein de leur communauté.¹⁰⁵ Ils anticipent que les résultats ne changeront probablement pas les équilibres sécuritaires dans le pays.

⁹⁹ « Evolution des données en République centrafricaine », Coronavir.org, 30 novembre 2020.

¹⁰⁰ « RCA : l'ONU signale des progrès significatifs à l'approche des élections », ONU Infos, 19 octobre 2020 ; « Conseil de sécurité : la République centrafricaine est en marche assurée vers les élections du 27 décembre prochain, selon le chef de la mission de l'ONU », op. cit.

¹⁰¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates africains, hauts fonctionnaires, ANE, novembre 2020.

¹⁰² « RCA : le recensement électoral entravé dans les localités contrôlées par les groupes armés », Anadolu Agency, 7 août 2020 ; « Centrafrique : le processus électoral paralysé par l'UPC et la LRA dans le Haut-Mbomou », Radio Ndeke Luka, 9 octobre 2020.

¹⁰³ « Centrafrique : Martin Ziguélé contraint de rebrousser chemin par les éléments des 3R à Bocaranga », Radio Ndeke Luka, 13 février 2020. Entretiens de Crisis Group, partis de l'opposition, Bangui, novembre 2019.

¹⁰⁴ « RCA : vive tension à Grimari, un général anti-balaka tué par les FACA », *Corbeau News*, 3 août 2020.

¹⁰⁵ Entretiens de Crisis Group, groupes armés et universitaires, Bangui, novembre 2019.

En revanche, d'autres groupes armés exploitent la période électorale pour tenter de forger des alliances avec le pouvoir. Au nord-est, forts de leur victoire sur le FPRC, le MLCJ, le PRNC et le RPRC semblent soutenir officiellement le président et certains de leurs cadres ont intégré le parti au pouvoir dans des localités de la région.¹⁰⁶

Dans le sud-est, il semble que l'UPC ait voulu se rapprocher du gouvernement, mais rien ne permet de déterminer si ce sera ou non le cas.¹⁰⁷ Ainsi, le 12 juillet 2020, le chef de l'UPC, Ali Darassa, déclare dans une lettre adressée à Touadéra qu'il souhaite « vivement sa réélection ». Mais cette déclaration n'a pas été suivie d'actions en faveur de Touadéra dans les zones sous le contrôle de l'UPC.¹⁰⁸ Fin juillet, Darassa signe un communiqué à Bangui, dans lequel il renonce à entraver la préparation des élections et s'engage à retirer ses troupes de localités qu'il avait conquises en 2020, comme Bambouti.¹⁰⁹ Cependant, les négociations entre Darassa et le Premier ministre en vue d'obtenir le soutien du groupe armé pour l'enregistrement des électeurs échouent. Une semaine après la signature du communiqué, le chef de guerre fait volte-face, arguant qu'il l'avait signé sous la menace.¹¹⁰

En se rapprochant du pouvoir, les groupes du nord-est espèrent mieux profiter des retombées de l'accord de paix. Ils comptent notamment sur des nominations au gouvernement, à la haute fonction publique et à l'administration locale, ou bénéficier d'une atténuation de la pression exercée par la Minusca et les FACA contre eux.¹¹¹

En engageant des négociations avec des groupes armés, même si ce n'est qu'en vue d'assurer la sécurité du processus électoral, Touadéra s'expose encore plus aux critiques de l'opposition, qui l'accuse de s'allier à ces groupes afin de manipuler le vote.¹¹² Parmi les chefs de l'opposition, certains sont persuadés que le pouvoir s'est servi des groupes armés pour empêcher les personnes de s'inscrire sur les listes électorales dans les zones acquises à l'opposition ou pour empêcher leurs tournées de précampagne.¹¹³ Pourtant, même si les suspicions de l'opposition sont compréhensibles, il est clair qu'il était indispensable de mener des négociations avec certains

¹⁰⁶ « Rapport du groupe d'experts des Nations unies », S/2020/662, op. cit. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, ONG dans le nord-est et dirigeants de l'opposition, juin 2020.

¹⁰⁷ Entretiens de Crisis Group, chef adjoint du 3R et cadre de l'UPC, Bangui, novembre 2019. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, universitaires, ONG et Minusca, juillet 2020.

¹⁰⁸ « RCA : Ali Darassa et l'UPC souhaitent vivement la réélection du président Touadéra », *Corbeau News*, 17 juillet 2020 ; « Les chefs traditionnels peuls appellent au soutien de la candidature de Touadéra », Ndjoni Sango, 15 juillet 2020.

¹⁰⁹ « Centrafrique : Ali Darassa reçu à Bangui par Firmin Ngrebada », Radio Ndéké Luka, 30 juillet 2020.

¹¹⁰ « Centrafrique : accord entre le pouvoir et le chef de guerre Ali Darassa », RFI, 31 juillet 2020.

¹¹¹ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, ONG et cadres du FPRC et du RPRC, juillet 2020.

¹¹² Des pourparlers en septembre 2020 entre la Minusca, le gouvernement et le 3R à l'ouest ont permis l'enregistrement, bien qu'à la va-vite et au rabais, des électeurs dans deux préfectures très peuplées où le 3R faisait obstruction. C'est aussi le cas de l'accord signé en août entre le gouvernement et l'UPC pour faciliter la tenue des élections dans le sud-est, que l'UPC a dénoncé par la suite. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, participants à la réunion avec le chef du 3R et chefs de l'opposition, octobre 2020. Sidiki Abbas, « Lettre à l'attention de l'exécutif centrafricain des garants et facilitateurs de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA », 6 octobre 2020. « Centrafrique : l'UPC se désengage de l'accord signé avec le gouvernement », Radio Ndéké Luka, 3 août 2020.

¹¹³ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, opposants et société civile, août et octobre 2020.

groupes armés pour s'assurer que les élections puissent se tenir sereinement dans les zones sous leur contrôle.

V. Les acteurs internationaux et régionaux : l'ombre de la rivalité entre la France et la Russie

Les acteurs internationaux ont un rôle important à jouer avant et après les élections. En particulier si le résultat est incertain ou fortement contesté, il est probable qu'ils organisent une médiation entre les parties. Le trio Nations unies, Union européenne (UE) et acteurs africains serait probablement actif ; les Africains seraient en première ligne et les Nations unies et l'Union européenne apporteraient un soutien logistique et diplomatique, comme ce fut le cas lors des pourparlers entre le gouvernement et les groupes armés en 2019. Ce trio, qui est souvent présent sur le terrain dans les visites conjointes, a acquis de l'expérience en matière de médiation dans le pays.¹¹⁴ Pourtant, quelques différences d'approche et des rivalités latentes, y compris entre la France et la Russie, pourraient nuire à la cohérence de la position internationale.

A. Une médiation africaine : avantages et obstacles

L'UA et la CEEAC sont des acteurs de premier plan en République centrafricaine. La sous-région est à l'initiative de plusieurs accords de paix, dont le forum de Bangui en 2015 ; de même, lors des crises sécuritaires qui ont secoué le pays en 2003 et 2013 notamment, elle a envoyé des missions de maintien de la paix et de stabilisation.¹¹⁵ Elle contribue également à la signature de l'accord de paix de février 2019 et ensuite, face à l'accroissement des tensions entre les signataires, la CEEAC se joint à l'UA – principale garante de l'accord – pour engager l'une des médiations. Depuis la signature de l'accord, l'UA renforce plus particulièrement son bureau à Bangui et initie une mission d'observation auprès des unités mixtes ; elle enverra très probablement une mission d'observation électorale pour le prochain scrutin, si les restrictions liées à la pandémie de Covid-19 ne l'en empêchent pas.¹¹⁶ Sa validation ou sa remise en cause de ces élections pèsera beaucoup dans le degré de reconnaissance internationale du prochain dirigeant, et l'UA sera en première ligne si une médiation se révèle nécessaire.¹¹⁷

Depuis la signature de l'accord de paix, la CEEAC et l'UA assurent une mission de médiation continue entre les groupes armés et entre gouvernement et groupes armés. C'est le cas en juillet dernier lorsque les deux organisations usent de leurs bons offices entre le gouvernement et l'UPC, et en janvier entre l'opposition et le gouvernement.¹¹⁸ Les résultats sont parfois mitigés, ne serait-ce que parce que la CEEAC et l'UA man-

¹¹⁴ « L'ONU, l'UA et la CEEAC achèvent leur mission conjointe en Centrafrique », RFI, 31 octobre 2020.

¹¹⁵ La Mission de consolidation de la paix en Centrafrique, sous l'égide de la CEEAC, en 2008 et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique, initiée par l'Union africaine en 2013.

¹¹⁶ Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA autorise le 10 juillet 2020 l'envoi d'une mission d'observation militaire, composée de 49 personnes, dans le but d'assurer le suivi des activités des unités mixtes. Voir « Draft report of the chairperson of the commission on the situation in Central African Republic and the AU peace support operation », PSC/PR/RPT, 10 juillet 2020. Communication électronique de Crisis Group, haut fonctionnaire de l'UA, novembre 2020.

¹¹⁷ Courriels de Crisis Group, diplomates africains à Bangui, août 2020.

¹¹⁸ Entretiens de Crisis Group, diplomates CEEAC et UA, Bangui, août et novembre 2019 ; et courriels de Crisis Group, diplomates, août 2020. « République centrafricaine : Rapport du Secrétaire général », S/2020/124, op. cit.

quent de ressources et de moyens de pression. Cependant, ces efforts permettent tout de même de réduire les tensions et de réaliser des progrès politiques.¹¹⁹

Pourtant, les différences entre chefs d'Etats africains sur le dossier centrafricain, les rapports divergents des uns et des autres avec Touadéra et ses opposants et leurs accointances passées avec des groupes armés pourraient compliquer la recherche d'une position consensuelle de la sous-région en cas de crise électorale.

Depuis son élection, les relations entre Touadéra et nombre de ses homologues de la sous-région se sont détériorées. C'est notamment le cas avec ses voisins directs de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), qui depuis des décennies jouissent d'une influence importante sur les questions centrafricaines.¹²⁰ Touadéra se rend rarement chez eux et aucun des chefs d'Etat de la zone CEMAC ne lui a rendu de visite officielle. Il donne ainsi l'impression à ses homologues de préférer les visites dans les capitales occidentales ou des pays africains plus lointains.¹²¹

Deux relations ont particulièrement souffert. Tout d'abord avec Idriss Déby, président tchadien et proche allié de Paris, qui reproche à Touadéra d'avoir fait venir les Russes dans la sous-région et fustige à la fois sa gestion de la transhumance entre les deux pays et l'insécurité à leur frontière.¹²² Touadéra, quant à lui, pense que le Tchad soutient les groupes armés issus de l'ex-Séléka ; si cela était effectivement le cas par le passé, ça ne l'est probablement plus, ou nettement moins, depuis quelques années.¹²³ Ensuite, Touadéra entretient des rapports complexes avec le président Denis Sassou Nguesso du Congo-Brazzaville, qui s'est longtemps impliqué dans le dossier centrafricain. Touadéra le soupçonne de soutenir le chef de guerre Martin Koumtamadji, arrêté en janvier 2020 au Tchad, ainsi que l'opposition, notamment Dologuélé, Meckassoua et Bozizé.¹²⁴ En juillet, Sassou Nguesso reçoit Bozizé et Meckassoua dans le but déclaré « d'apaiser le climat politique avant les élections ».¹²⁵

Pour compenser son relatif isolement sous-régional, Touadéra fait appel à d'autres pays, traditionnellement moins impliqués dans les questions centrafricaines. Cette approche trouble certains de ses voisins directs (Congo-Brazzaville, Tchad et Gabon), qui depuis des décennies jouissent d'une influence importante sur les questions centrafricaines. Touadéra tisse par exemple des liens sécuritaires et économiques avec le Rwanda, l'Angola et la République démocratique du Congo. L'influence du Rwanda s'est accrue depuis octobre 2019, lorsque Touadéra signe cinq accords de coopération, y compris militaire, avec son président Paul Kagame. Dès lors, le Rwanda pourrait

¹¹⁹ Courriels de Crisis Group, diplomates, août 2020.

¹²⁰ La CEMAC est une organisation sous-régionale de l'Afrique centrale plus restreinte que la CEEAC ; elle partage l'utilisation du franc CFA, et comprend le Cameroun, le Congo-Brazzaville, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, le Gabon et le Tchad.

¹²¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates africains et de la sous-région, Bangui, novembre 2019 ; et entretiens téléphoniques de Crisis Group, diplomates de la sous-région, octobre 2020.

¹²² Entretiens de Crisis Group, diplomates africains, Bangui, novembre 2019.

¹²³ Ibid. Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires centrafricains, Bangui, novembre 2019. Sur le soutien du Tchad aux groupes armés centrafricains, voir les rapports passés des groupes d'experts des Nations unies sur la RCA, notamment ceux de 2019 et 2020.

¹²⁴ Entretiens de Crisis Group, diplomates africains et hauts fonctionnaires centrafricains, Bangui, août et novembre 2019.

¹²⁵ « Centrafrique-Congo : Bozizé et Meckassoua, invités spéciaux de Sassou Nguesso à Oyo », *Jeune Afrique*, 2 juillet 2020.

être amené à jouer un rôle diplomatique important en cas de violences électorales, même s'il n'est pas membre de la CEMAC.¹²⁶ L'Angola a, quant à lui, placé ses nationaux à la tête de la CEEAC et comme ambassadeur de l'UA à Bangui, et pourrait, comme le Rwanda, soutenir diplomatiquement Touadéra.¹²⁷

Les opposants de Touadéra cherchent eux aussi des alliés dans la sous-région. Ils s'intéressent notamment au président Sassou Nguesso, que certains chefs de file de l'opposition ont rencontré. Mais d'autres chefs d'Etat de la sous-région considèrent les opposants de mauvaise foi ; ces derniers ont vivement critiqué l'accord de paix en raison de la participation des groupes armés au gouvernement, alors qu'ils l'avaient accepté dans le cas de l'accord de Sant'Egidio de 2017.¹²⁸

Ce faisceau complexe d'alliances et de rivalités sous-régionales pourrait compliquer une médiation africaine en cas de résultats fortement contestés à Bangui. Certes, dans une certaine mesure, les contacts qu'ont les chefs d'Etat africains avec les opposants et les responsables des groupes armés pourraient faciliter leurs actions diplomatiques auprès des acteurs centrafricains. Mais, sans un minimum de consensus entre les chefs d'Etat sur la ligne diplomatique à adopter, et sans concertation avec les partenaires internationaux, la CEEAC et l'UA ne seront probablement pas en mesure de conduire une médiation efficace.

B. *Divergences entre la France et la Russie*

En dehors de l'Afrique, les désaccords et différends entre la Russie et la France sont susceptibles de freiner la diplomatie internationale. Moscou, surtout présente dans la coopération sécuritaire, parie sur son excellente relation avec Touadéra pour maintenir son influence et soutient sa réélection. La France, ancienne puissance coloniale dont l'influence est à la fois plus diversifiée et moins dépendante des rapports avec le chef de l'exécutif, semble plus disposée à soutenir quiconque émergera vainqueur des urnes.

Les rapports entre Moscou et Paris sur le dossier centrafricain ont fluctué ces dernières années. Des différends sont apparus de 2018 à 2020 entre les deux pays, notamment concernant l'embargo des Nations unies sur les armes en RCA. En ligne avec la position du gouvernement centrafricain, Moscou s'oppose vivement à son maintien, contrairement à la France. La Russie obtient finalement deux levées par-

¹²⁶ « La République centrafricaine signe cinq accords de coopération avec le Rwanda », Agence Ecofin, 16 octobre 2019. Cet accord permet au Rwanda de former la garde présidentielle centrafricaine, aux côtés de la Russie ; le président centrafricain dispose désormais d'une garde d'un millier d'hommes, mieux équipée que l'armée régulière et comptant majoritairement des membres de son ethnie gbaka-mandja, dont certains ont été formés au Rwanda et en Angola. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, universitaires et fonctionnaires centrafricains, août 2020. En outre, depuis les accords passés entre les deux pays, le contingent rwandais de la Minusca, qui compte 1 300 militaires et policiers, s'engage davantage dans des missions de combats risquées contre les groupes armés. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, diplomates de la sous-région, août 2020.

¹²⁷ L'Angola est l'allié principal de la Russie en Afrique, ce qui pourrait partiellement expliquer son soutien à Touadéra. Entretien de Crisis Group, diplomate de la sous-région, Bangui, novembre 2019 ; et entretien téléphonique de Crisis Group, diplomate CEEAC à Libreville, septembre 2020.

¹²⁸ « Centrafrique : un accord de paix conclu à Sant'Egidio », *Jeune Afrique*, 19 juin 2017. Entretiens de Crisis Group, diplomates africains, Bangui, novembre 2019.

tielles de l'embargo, après des tractations avec les Français.¹²⁹ A présent, la question de l'embargo étant moins conflictuelle, et le renouvellement du mandat de la Minusca étant passé au Conseil de sécurité sans heurts en novembre, les rapports entre ces deux pays sont caractérisés par une certaine rivalité et de la méfiance, mais pas par un antagonisme ouvert.¹³⁰ A Bangui par exemple, les deux ambassadeurs entretiennent des relations cordiales et les responsables diplomatiques des deux pays discutent des risques liés aux élections.¹³¹ Pourtant, en cas de crise pré- ou postélectorale, leurs divergences pourraient entraver une médiation internationale.

Une trentaine d'années après la dissolution de l'Union soviétique et son retrait partiel de RCA, la Fédération de Russie y fait son retour depuis 2017.¹³² Elle gagne rapidement en influence politique, sécuritaire et diplomatique grâce à des liens étroits avec Touadéra et à une forte implication dans les pourparlers ayant mené à l'accord politique de 2019.¹³³ Quelques centaines de militaires russes sont présents en RCA et ont formé plus de 4 700 militaires et policiers centrafricains. La Russie fait également don d'armements de petits calibres à la RCA et, depuis les levées partielles de l'embargo, de vingt véhicules blindés.¹³⁴ Enfin, en privé, la Russie soutient sans équivoque la candidature de Touadéra.¹³⁵

La France tient à conserver son influence politique et à démontrer sa capacité à contribuer à la stabilité de l'Afrique centrale. Face au regain de la présence russe dans le pays, Paris réaffirme la sienne depuis 2019, après s'en être partiellement retirée après les élections de 2015-2016. Le nombre de soldats français au sein de la mission de formation de l'Union européenne en RCA (EUTM) est ainsi passé de 60 à 90, sur 187 Européens.¹³⁶

La France tire également parti de son poids au sein de l'UE pour accroître son influence dans le pays et faciliter un soutien financier européen renforcé à la RCA. La France et l'UE sont très présentes en RCA (assistance humanitaire, aide au dévelop-

¹²⁹ « Adopting resolution 2507 (2020), Security Council extends Central African Republic sanctions regime », Conseil de sécurité des Nations unies, SC/14096, 31 janvier 2020. Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux et russes, New York, janvier-septembre 2020.

¹³⁰ Entretiens de Crisis Group, diplomate russe, Bangui, novembre 2020 ; et diplomates occidentaux et russes, New York, janvier-septembre 2020.

¹³¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates français, novembre 2020.

¹³² Au plus fort de la guerre froide, entre 1960 et 1988, la Russie et la RCA entretiennent d'excellentes relations. Clément Lobe, « Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et luttes d'influence », GRIP, 9 août 2018.

¹³³ Grâce à leurs entrées au Soudan, et à leurs contacts directs avec les groupes armés, les Russes ont aidé à convaincre les chefs des groupes armés du bien-fondé de l'accord politique. Entretiens de Crisis Group, membres du gouvernement et diplomates, Bangui, 2019. Voir le rapport de Crisis Group, *Dernier accord de paix en RCA*, op. cit.

¹³⁴ Entretiens de Crisis Group, journaliste, diplomates russes, Bangui et New York, août 2019 et janvier 2020. « Centrafrique : arrivée d'une première livraison d'armes russes », *Jeune Afrique*, 28 janvier 2018 ; « La Russie livre des blindés à l'armée centrafricaine », *Le Figaro*, 15 octobre 2020.

¹³⁵ Un diplomate russe prédit une large victoire de Touadéra et souligne que si un opposant était élu, il serait difficile de maintenir l'accord de paix de 2019, vu l'hostilité de l'opposition à son égard. Entretiens de Crisis Group, diplomate russe et hauts fonctionnaires, Bangui, août 2019.

¹³⁶ Au total, plus de 300 militaires français sont présents dans le pays, dont une centaine près de l'aéroport de Bangui. « Centrafrique : la ministre française des armées en visite à Bangui », *Le Monde*, 8 juillet 2019.

pement, gouvernance, diplomatie et soutien électoral) et développent depuis des décennies des contacts avec l'élite centrafricaine dans son ensemble. L'UE est le premier contributeur à l'aide au développement, l'aide humanitaire et l'aide budgétaire. Elle finance en outre 50 pour cent des prochaines élections, dont le budget s'élève à 33 millions de dollars. Enfin, elle est présente dans le domaine de la coopération militaire à travers sa mission de formation. Cette présence confère aux Européens et à la France un poids diplomatique et politique considérable.¹³⁷

Ces différences d'approche posent la question des rapports entre la France et la Russie en cas d'élections fortement contestées. La France occupe une position solide en RCA que tout président centrafricain aura du mal à ignorer. En ce sens, l'influence de Paris dépend moins de la relation entretenue avec le chef de l'Etat. Moscou, en revanche, semble convaincue que ses intérêts et son influence politique dépendent en partie d'une victoire de Touadéra. La question qui se pose est de savoir quelle forme prendrait le soutien russe à Touadéra, et ce que ferait Moscou s'il essayait une défaite électorale. Bien qu'il soit peu probable que Moscou aille à l'encontre d'un consensus africain et international et d'une décision claire de la Cour constitutionnelle, des tensions entre les partenaires internationaux de la RCA pourraient émerger si les résultats des élections sont très serrés et fortement disputés. A ce moment, une dissonance entre la France et la Russie quant à la manière de procéder pourrait conforter chacun des candidats revendiquant la victoire et compliquer une possible médiation africaine.

¹³⁷ L'aide internationale et européenne en direction de la République centrafricaine s'est nettement accrue depuis l'arrivée de Touadéra, même si les fonds mobilisés sont encore en deçà des prévisions. Entretiens de Crisis Group, diplomates européens et français, Bangui, mai et novembre 2019.

VI. Des élections crédibles pour réduire le risque de violence

Les prochaines élections sont une occasion de renforcer la légitimité et la crédibilité des institutions publiques à travers l'organisation d'un scrutin libre et le plus transparent possible. Deux facteurs seront essentiels pour accroître les chances d'un scrutin crédible : réduire les risques de violence pré-électorale perpétrée par les groupes armés et diminuer les tensions entre gouvernement et opposition.

Si la période pré-électorale est importante, celle qui suivra l'est tout autant. Une élection très serrée, qui donnerait au gouvernement ou à l'opposition la possibilité de contester les résultats, pourrait déboucher sur des troubles de l'ordre public ou le blocage des institutions de l'Etat. Touadéra pourrait chercher à conserver le pouvoir, surtout s'il se sent soutenu par ses alliés internationaux et sous-régionaux. En laissant des milices de jeunes opérer contre les opposants, comme cela a été le cas avec le Mouvement des requins en 2019, il a montré qu'il n'excluait pas une stratégie de la tension.

Dans la configuration actuelle de la scène politique centrafricaine, ni le pouvoir ni l'opposition ne peuvent obtenir de majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cela est d'autant plus vrai que le parti au pouvoir ira aux élections législatives en rangs dispersés, avec deux listes séparées dans un tiers des préfectures.¹³⁸ L'opposition pourrait donc contester une victoire très serrée de Touadéra à la présidentielle en essayant de bloquer l'action de son gouvernement à l'Assemblée nationale.¹³⁹ Elle pourrait également porter la contestation dans la rue. Des manifestations dans la capitale ou le pays entier, combinées à un blocage de l'assemblée, augmenteraient le risque de violence, car les groupes armés pourraient être tentés d'exploiter le chaos à Bangui pour renforcer leur mainmise dans les provinces.

Ces scénarios troublants restent toutefois hypothétiques. Vu la relative confiance qu'accorde l'opposition à la Cour constitutionnelle, l'espoir est également permis. Pour affronter les incertitudes liées à un possible résultat contesté, la solidarité entre les acteurs internationaux sera cruciale.

A. Réduire les risques de violence pré-électorale

1. Les urgences sécuritaires

La majorité des groupes armés ne semble, a priori, pas dans une logique délibérée de perturbation du prochain scrutin. Néanmoins, leurs affrontements, leur faible adhésion à l'accord de paix et les alliances politiques de certains groupes comme ceux du nord-est risquent de troubler la préparation du scrutin ou le scrutin même. De plus, deux groupes armés, l'UPC et le 3R, ont sciemment perturbé le processus électoral

¹³⁸ Au sein du MCU, certains membres influents n'ont pas été retenus comme candidats du parti pour les élections législatives. Ils ont cependant choisi d'aller aux élections en candidats indépendants. Entretiens de Crisis Group, secrétaire exécutif national du MCU, haut fonctionnaire centrafricain et société civile, Bangui, novembre 2020.

¹³⁹ D'autres observateurs relativisent ce risque, estimant que si Touadéra n'obtient pas la majorité à l'Assemblée nationale il pourra toujours gouverner en concluant des alliances avec d'autres partis comme il l'a fait ces cinq dernières années. Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire, journalistes centrafricains et Minusca, Bangui, novembre 2020.

de juin à septembre en bloquant l'accès aux membres de l'ANE et même en enlevant brièvement certains d'entre eux, avant que des discussions informelles avec le gouvernement, les Nations unies et les représentants de la sous-région les poussent à se raviser.

Certaines mesures peuvent être prises pour éviter des violences occasionnées par les groupes armés. Les médiations auprès des groupes armés menées par une ONG pour les persuader de ne pas perturber les élections semblent avoir porté des fruits.¹⁴⁰ Cette avancée pourra être soutenue au niveau international, d'abord par les pays de la sous-région, notamment le Tchad, le Congo-Brazzaville et le Soudan, qui ont une influence relative sur plusieurs des groupes armés, notamment ceux du nord-est et sud-est, et leurs chefs, qui ont parfois utilisé leurs pays comme base arrière. Lors des élections de 2015-2016, suite à la forte mobilisation internationale et pour éviter une aggravation du conflit centrafricain qui aurait eu des répercussions à leurs frontières, ils avaient joué un rôle important en demandant en privé aux chefs de ces groupes de ne pas perturber le scrutin.¹⁴¹ Le contexte étant similaire, ils pourraient à nouveau leur demander de s'abstenir de toute violence lors de la période électorale. Il y va de leur intérêt, dans la mesure où cela leur confèrerait un statut de « faiseur de paix » dans la sous-région.

Certaines actions récentes de ces pays voisins tendent à indiquer qu'ils sont prêts à restreindre les actions des groupes armés centrafricains. A partir de juillet 2019, face aux tensions dans le nord-est, ces pays poussent les belligérants au dialogue. En décembre 2019, le Soudan ferme sa frontière avec le nord-est de la RCA et décide de ne la rouvrir qu'en cas d'entente entre groupes armés rivaux (le FPRC d'un côté, et le MLCJ et ses alliés de l'autre). Le Soudan et le Tchad participent en janvier et février à des pourparlers organisés par la CEEAC et l'UA entre le FPRC et le MLCJ et ses alliés, ainsi qu'entre les communautés rounga, goula et kara, qui permettent de réduire les violences dans le nord-est.¹⁴²

Les Nations unies sont face à un dilemme. En augmentant la pression armée contre les groupes armés responsables des plus graves violations de l'accord et de graves exactions contre les civils, comme le 3R à l'ouest, les Casques bleus provoquent parfois davantage de désordre à très court terme, et cela complique les préparatifs électoraux. De plus, il arrive qu'en représailles ces groupes ciblent directement la préparation ou le déroulement des élections. Mais si les Casques bleus ne prennent aucune mesure contre ces groupes, ils pourraient donner l'impression que les groupes armés peuvent bafouer l'accord impunément. C'est pourquoi, tout en laissant la porte ouverte

¹⁴⁰ L'ONG suisse Centre for Humanitarian Dialogue est à l'origine de cette initiative qui a inclus la majorité des grands groupes armés, malheureusement sans le 3R. Voir « RCA : Les principaux groupes armés s'engagent à soutenir le processus électoral », Centre for Humanitarian Dialogue, 10 novembre 2020.

¹⁴¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates de la sous-région, Bangui et Yaoundé, novembre 2019 et septembre 2020.

¹⁴² Khartoum a pu jouer ce rôle en dépit des fortes divergences entre la composante civile de son gouvernement, qui cherche à jouer un rôle constructif sur le plan international, et sa composante militaire, qui est liée aux groupes armés du Darfour et soutient le leader du FPRC. Entretien téléphonique de Crisis Group, spécialiste de l'Afrique de l'Est, septembre 2020 ; et entretiens de Crisis Group, ambassadeurs, Bangui, mai-novembre 2019. Voir « République centrafricaine : Rapport du Secrétaire général », S/2020/124, op. cit., paragraphes 21, 25 et 35.

au dialogue, la force des Nations unies doit continuer d'être ferme à l'égard des groupes qui commettent des violences contre les civils et des violations de l'accord de paix, en les soumettant à une pression militaire lorsque c'est possible, tandis que le gouvernement devrait envisager de révoquer la nomination de leurs membres au sein du gouvernement, conformément à l'article 35 de l'accord.

2. Réduire les tensions politiques

Le pouvoir centrafricain semble prendre conscience du fait que la priorité actuelle est de réduire les tensions politiques avant les élections. C'est du moins le message envoyé par l'exécutif à travers l'adoption de la loi de février 2020 prévoyant un statut pour les anciens chefs d'Etat. Dans le même sens, Touadéra a reçu, fin janvier, deux candidats de poids, Anicet-Georges Dologuélé et Martin Ziguélé, pour écouter leurs critiques concernant la préparation des élections.¹⁴³ En septembre, Touadéra a de nouveau reçu Dologuélé, ainsi que d'autres opposants, pour discuter de cette préparation.

Le gouvernement devrait en faire davantage pour éviter une crise électorale. Le renouvellement du bureau de l'ANE est une question qui devrait être résolue dans les plus brefs délais. L'Assemblée nationale ayant voté la loi organique sur l'ANE réclamée par l'opposition et les nouveaux commissaires étant entrés en fonction, le gouvernement devrait trouver un accord avec l'opposition pour que l'élection du nouveau bureau de l'ANE puisse avoir lieu le plus rapidement possible. Cela donnerait aux membres du nouveau bureau le temps de se familiariser avec leurs nouvelles responsabilités avant leur prise de fonction.

Les partenaires internationaux, principalement les acteurs africains, l'Europe et la France, devraient renforcer leur diplomatie préventive, notamment à travers des missions ponctuelles de bons offices durant la préparation électorale, être prêts à effectuer un travail de médiation entre le gouvernement et l'opposition en vue de réduire les tensions politiques, et veiller à la bonne préparation des élections. L'UA et la CEEAC prévoient d'envoyer une mission d'observation électorale ; cela est moins certain pour l'UE.¹⁴⁴ Le cas échéant, ils devraient renforcer leurs équipes sur place pour obtenir des informations indépendantes sur le déroulement et l'issue du scrutin et pour décourager la fraude. Les partenaires internationaux devraient pousser le pouvoir et l'opposition à s'accorder sur le renouvellement du bureau de l'ANE. Ils devraient également exprimer publiquement leur soutien à la Cour constitutionnelle, qui a fait preuve jusqu'à présent de neutralité politique.¹⁴⁵ Ceci est d'autant plus important que certaines sources à Bangui évoquent des pressions de l'exécutif contre cette institution clé.¹⁴⁶

¹⁴³ « Communiqué de presse conjoint Union Africaine-CEEAC-Nations unies », 26 janvier 2020.

¹⁴⁴ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, fonctionnaires de l'UA et de l'UE, octobre et novembre 2020.

¹⁴⁵ La Cour constitutionnelle a encore fait montre d'indépendance vis-à-vis de l'exécutif lors de sa décision du 27 novembre 2020 qui invalide 78 candidatures aux législatives sur 1580. Une majorité des candidatures invalidées sont du parti au pouvoir et une douzaine des membres des groupes armés. « Centrafrique : la Cour constitutionnelle rejette les candidatures des groupes armés aux législatives », RFI, 28 novembre 2020.

¹⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, journalistes et fonctionnaires centrafricains, Bangui, novembre 2020.

B. Après les élections, éviter une contestation violente

Quel que soit le vainqueur, sa victoire risque d'être contestée, et dans ce cas le rôle des acteurs internationaux sera crucial. Ceux-ci ont une grande influence en République centrafricaine et un candidat aurait des difficultés à se proclamer vainqueur si les acteurs internationaux ne le perçoivent pas comme tel. Dans le cas où les acteurs internationaux et régionaux ont une idée claire du vainqueur, ils devront se montrer exigeants et refuser d'entériner toute déclaration ne correspondant pas à la réalité du vote. Pour cela, ils devraient se ranger derrière la Cour constitutionnelle, dont la neutralité est de plus en plus établie.

Les acteurs internationaux auront également un rôle à jouer s'il n'y a pas de vainqueur clair à l'issue du scrutin. En cas de résultats très serrés ou de victoire problématique suite à de trop grandes irrégularités le jour du vote, l'un des candidats finalistes, ou les deux, pourrait être tenté de passer en force. Dans ce cas, les acteurs internationaux devraient chercher à créer un front unifié, tout en restant prudents dans leurs prises de position concernant le déroulement et le résultat du vote et en évitant toute déclaration qui pourrait encourager des positions maximalistes des candidats. C'est pour cette raison qu'ils doivent exhorter tous les candidats à se plier aux décisions de la Cour constitutionnelle. Les pays voisins, la CEEAC et l'UA pourraient déployer une diplomatie de couloir, afin d'initier un dialogue entre différents candidats aux élections et, si la situation s'envenime, pour dissuader les groupes armés de prendre part à une éventuelle contestation.

La France et la Russie ont un rôle important à jouer pour accompagner les Centrafricains et les médiateurs africains dans ce processus. Ils doivent surtout éviter d'afficher publiquement leurs divergences éventuelles, car cela pourrait enhardir les candidats qui contesteraient les résultats des élections. Des échanges diplomatiques à New York, Bangui et entre capitales seraient alors utiles pour rapprocher les positions des deux pays sur les élections. Même s'il est peu probable que les deux acteurs parviennent strictement à une même position, ils pourraient à tout le moins trouver un consensus sur la nécessité de valider toute décision sur les élections émanant de la Cour constitutionnelle.

Une fois que la Cour constitutionnelle aura proclamé les résultats finaux des élections, les actions du gagnant seront d'une importance capitale. Pour le nouveau gouvernement, la priorité sera d'apaiser les tensions, d'entamer un dialogue avec les perdants de l'élection et d'explorer les pistes d'une gouvernance consensuelle du pays. Cela passera certainement par une redéfinition du statut de l'opposition et des formes d'arrangement institutionnel, voire même constitutionnel, visant à éviter que les perdants des élections présidentielles ne soient tentés de les contester par crainte de tout perdre. La loi récente qui définit le statut de l'opposition est une avancée notable, mais elle devra être suivie de décrets d'application.¹⁴⁷

¹⁴⁷ « Centrafrique : avec la loi sur les partis politiques, la vie politique se structure un peu plus », RFI, 26 février 2020.

VII. Conclusion

Les élections en RCA constituent un moment charnière pour la République centrafricaine. Il est important qu'elles soient organisées de la façon la plus crédible possible pour éviter une crise électorale qui aurait des répercussions politiques et sécuritaires, huit ans après la pire crise que le pays ait connue en ses 60 ans d'existence. A court terme, des élections crédibles pourraient déboucher sur un gouvernement stable et apaiser, au moins pendant un certain temps, le climat politique.

A moyen terme, les élections en elles-mêmes, mêmes réussies, ne pourront résoudre tous les problèmes du pays, notamment la question de la rémanence des groupes armés dans un contexte de fragilité chronique de l'Etat. Cependant, des résultats contestés et une crise électorale aggraveraient la situation. Les acteurs africains internationaux doivent peser de tout leur poids pour éviter cela.

Nairobi/Bruxelles, 10 décembre 2020

Annexe A : Carte de la République centrafricaine

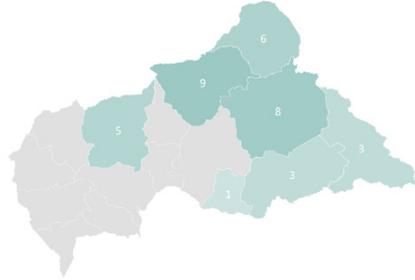


Annexe B : Acronymes

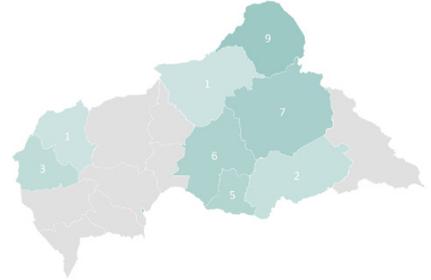
3R	Retour, réclamation et réhabilitation
ANE	Autorité nationale des élections
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
COD 20-20	Coalition de l'opposition démocratique
CPS	Cour pénale spéciale
DDRR	Désarmement, démobilisation, réinsertion, rapatriement
EUTM	Mission de formation de l'Union européenne
FACA	Forces armées centrafricaines
FPRC	Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique
LRA	Armée de résistance du seigneur
MCU	Mouvement cœurs unis
Minusca	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PRNC	Parti pour le rassemblement de la nation centrafricaine
RCA	République centrafricaine
RPRC	Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UPC	Unité pour la paix en Centrafrique
USMS	Unités spéciales mixtes de sécurité

Annexe C : Évolution géographique des affrontements
entre groupes armés/milices

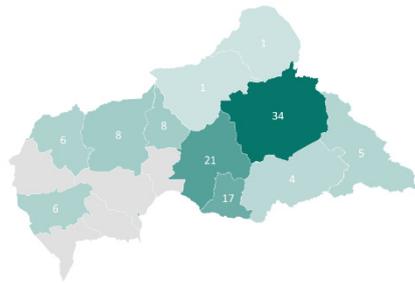
2020



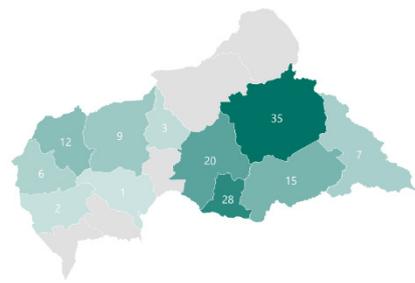
2019



2018



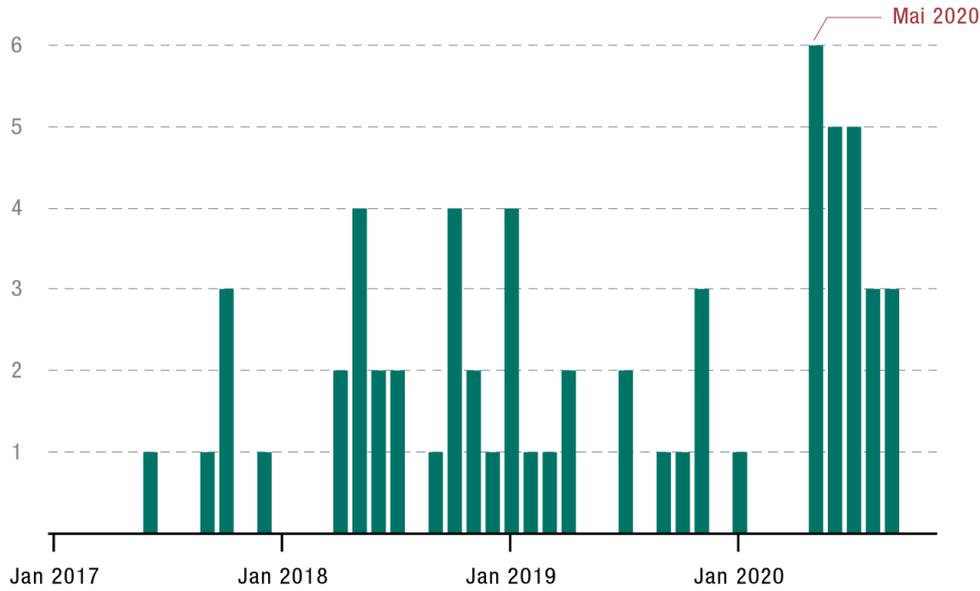
2017



Source : ACLED (2020). Armed Conflict Location & Event Data Project Codebook, 2020.

Annexe D : Affrontements entre groupes armés/milices et forces de sécurité/armées centrafricaines, seules ou soutenues par la Minusca

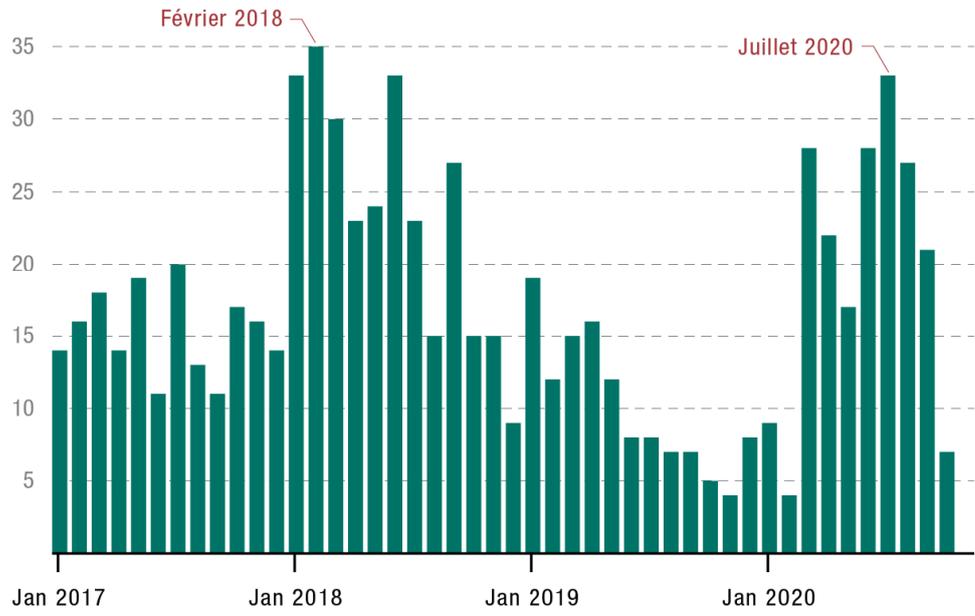
Par mois



Source : ACLED (2020). Armed Conflict Location & Event Data Project Codebook, 2020.

Annexe E : Épisodes de violences contre les civils par des groupes armés/milices

Par mois



Note : les groupes armés/milices incluent les « violences contre les civils » et les « pillages et destruction de propriété ».

Source : ACLED (2020). Armed Conflict Location & Event Data Project Codebook, 2020.

Annexe F : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Frank Giustra, Président-directeur général du groupe Fiore et Fondateur de la fondation Radcliffe, ainsi que par Lord Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kiev, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilisi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants : Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Banque Mondiale, Département des Affaires étrangères d'Irlande, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume Uni, Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères du Qatar, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère islandais des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, la Principauté du Liechtenstein Ministère des Affaires étrangères, et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations et organisations suivantes : Adelphi Research, Carnegie Corporation of New York, Facebook, Ford Foundation, Friedrich-Ebert-Stiftung, Global Challenges Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, et Stiftung Mercator.

Annexe G : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017

Rapports et Briefings Spéciaux

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Seven Opportunities for the UN in 2019-2020, Briefing spécial N°2, 12 septembre 2019.

Seven Priorities for the New EU High Representative, Briefing spécial N°3, 12 décembre 2019.

Covid-19 et conflits : sept tendances à surveiller, Briefing spécial N°4, 24 mars 2020 (aussi disponible en anglais et en espagnol).

Afrique

A Tale of Two Councils: Strengthening AU-UN Cooperation, Rapport Afrique N°279, 25 juin 2019.

The Price of Peace: Securing UN Financing for AU Peace Operations, Rapport Afrique N°286, 31 janvier 2020.

Huit Priorités pour l'Union africaine, Briefing Afrique, N°151, 7 février 2020.

Afrique australe

Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

Four Conflict Prevention Opportunities for South Africa's Foreign Policy, Briefing Afrique N°152, 27 mars 2020.

All That Glitters is Not Gold: Turmoil in Zimbabwe's Mining Sector, Rapport Afrique N°294, 24 November 2020.

Afrique centrale

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Vers une action concertée en RDC, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Tchad : sortir de la confrontation à Miski, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès, Rapport Afrique N°277, 18 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

Burundi : à court d'options, Rapport Afrique N°278, 20 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo, Briefing Afrique N°148, 4 décembre 2019.

Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad, Rapport Afrique N°284, 30 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Eviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs, Briefing Afrique N°150, 23 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

Premier pas vers la réforme au Burundi : mettre un terme au système de contributions forcées, Briefing Afrique N°153, 8 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Éviter le conflit dans le cœur minier de la RD Congo, Rapport Afrique N°290, 30 juin 2020 (aussi disponible en anglais).

RD Congo : en finir avec la violence cyclique en Ituri, Rapport Afrique N°292, 15 juillet 2020 (aussi disponible en anglais).

Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne, Rapport Afrique N°295, 3 décembre 2020.

Afrique de l'Ouest

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Preventing Boko Haram Abductions of Schoolchildren in Nigeria, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.

Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?, Rapport Afrique N°276, 28 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste, Briefing Afrique N°149, 20 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger, Rapport Afrique N°285, 6 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : sortir de la spirale des violences, Rapport Afrique N°287, 24 février 2020 (aussi disponible en anglais).

Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ? Briefing Afrique N°154, 24 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem, Rapport Afrique N°288, 18 mai 2020.

Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger, Rapport Afrique N°289, 3 juin 2020 (aussi disponible en anglais).

What Role for the Multinational Joint Task Force in Fighting Boko Haram?, Rapport Afrique N°291, 7 juillet 2020.

Côte d'Ivoire : reporter pour dialoguer, Briefing Afrique N°161, 29 septembre 2020 (aussi disponible en anglais).

Enrayer la communitarisation de la violence au centre du Mali, Rapport Afrique N°293, 9 novembre 2020 (aussi disponible en anglais).

Corne de l'Afrique

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.

How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.

An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.

Uganda's Slow Slide into Crisis, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.

After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

Somalia and the Gulf Crisis, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

- Averting War in Northern Somalia*, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.
- Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa*, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.
- Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan*, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.
- Managing Ethiopia's Unsettled Transition*, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.
- Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal*, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.
- Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute*, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.
- Averting Violence in Zanzibar's Knife-edge Election*, Briefing Afrique N°144, 11 juin 2019.
- Women and Al-Shabaab's Insurgency*, Briefing Afrique N°145, 27 juin 2019.
- Time for Ethiopia to Bargain with Sidama over Statehood*, Briefing Afrique N°146, 4 juillet 2019.
- Somalia-Somaliland: The Perils of Delaying New Talks, Rapport Afrique N°280, 12 juillet 2019.
- Safeguarding Sudan's Revolution*, Rapport Afrique N°281, 21 octobre 2019.
- Déjà Vu: Preventing Another Collapse in South Sudan*, Briefing Afrique N°147, 4 novembre 2019.
- Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019 (aussi disponible en anglais).
- Keeping Ethiopia's Transition on the Rails*, Rapport Afrique N°283, 16 décembre 2019.
- COVID-19 in Somalia: A Public Health Emergency in an Electoral Minefield*, Briefing Afrique N°155, 8 mai 2020.
- Bridging the Divide in Ethiopia's North, Briefing Afrique N°156, 12 juin 2020.
- Financing the Revival of Sudan's Troubled Transition*, Briefing Afrique N°157, 23 juin 2020.
- Ending the Dangerous Standoff in Southern Somalia*, Briefing Afrique N°158, 14 juillet 2020.
- How to Shield Education from Al-Shabaab in Kenya's North East*, Briefing Afrique N°159, 22 juillet 2020.
- Toward an End to Ethiopia's Federal-Tigray Feud*, Briefing Afrique N°160, 14 août 2020.
- Steering Ethiopia's Tigray Crisis Away from Conflict*, Briefing Afrique N°162, 30 octobre 2020.
- Staving off Violence around Somalia's Elections*, Briefing Afrique N°163, 10 novembre 2020.

Annexe H : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

COPRÉSIDENTS

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Robert Malley

Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Hailemariam Desalegn Boshe

Ancien Premier ministre d'Éthiopie

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Federica Mogherini

Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Ghassan Salamé

Ancien envoyé spécial des Nations unies en Libye et chef de Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; Ancien ministre de la culture du Liban ; Doyen fondateur de l'École des affaires internationales de Paris, Université de Sciences Po

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman

Ancienne sous-secrétaire d'Etat des États-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente du Libéria

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES

BP
Shearman & Sterling LLP
White & Case LLP

DONATEURS PRIVES

(2) Anonyme
David Brown & Erika Franke
The Edelman Family Foundation

Stephen Robert
Alexander Soros
Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES

(1) Anonyme
APCO Worldwide Inc.
Chevron
Edelman UK & Ireland
Eni
Equinor
Ninety One
Tullow Oil plc
Warburg Pincus

DONATEURS PRIVES

(3) Anonyme
Mark Bergman
Stanley Bergman & Edward Bergman
Peder Bratt
Lara Dauphinee
Herman De Bode
Ryan Dunfield
Tanaz Eshaghian
Seth & Jane Ginns
Ronald Glickman
Geoffrey R. Hogue & Ana Luisa Ponti
Geoffrey Hsu

David Jannetti
Faisal Khan
Cleopatra Kitti
Samantha Lasry
Jean Manas & Rebecca Haile
Dror Moreh
Lise Strickler & Mark Gallogly Charitable Fund
The Nommontu Foundation
Brian Paes-Braga
Kerry Propper
Duco Sickinghe
Nina K. Solarz
Raffi Vartanian

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les dirigeants de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Christina Bache
Alieu Bah
Amy Benziger
James Blake
Thomas Cunningham
Matthew Devlin
Sabrina Edelman
Sabina Frizell
Sarah Covill
Lynda Hammes
Joe Hill
Lauren Hurst

Reid Jacoby
Tina Kaiser
Jennifer Kanyamibwa
Gillian Lawie
David Litwak
Madison Malloch-Brown
Megan McGill
Hamesh Mehta
Clara Morain Nabity
Gillian Morris
Duncan Pickard
Lorenzo Piras

Betsy (Colleen) Popken
Sofie Roehrig
Perfecto Sanchez
Rahul Sen Sharma
Chloe Squires
Leeanne Su
AJ Twombly
Theodore Waddelow
Zachary Watling
Grant Webster
Sherman Williams
Yasin Yaqubie

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari
Président émérite
George Mitchell
Président émérite
Gareth Evans
Président émérite
Kenneth Adelman
Adnan Abu-Odeh
HRH Prince Turki al-Faisal
Celso Amorim
Óscar Arias
Richard Armitage
Diego Arria
Zainab Bangura
Nahum Barnea
Kim Beazley
Shlomo Ben-Ami
Christoph Bertram
Lakhdar Brahimi

Kim Campbell
Jorge Castañeda
Joaquim Alberto Chissano
Victor Chu
Mong Joon Chung
Sheila Coronel
Pat Cox
Gianfranco Dell'Alba
Jacques Delors
Alain Destexhe
Mou-Shih Ding
Uffe Ellemann-Jensen
Stanley Fischer
Carla Hills
Swanee Hunt
Wolfgang Ischinger
Aleksander Kwasniewski
Ricardo Lagos
Joanne Leedom-Ackerman

Todung Mulya Lubis
Graça Machel
Jessica T. Mathews
Miklós Németh
Christine Ockrent
Timothy Ong
Roza Otunbayeva
Olara Otunnu
Lord (Christopher) Patten
Surin Pitsuwan
Fidel V. Ramos
Olympia Snowe
Javier Solana
Pär Stenbäck